

Céreq

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

Elyes Bentabet, Christelle Gauthier, Marion Lambert

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Exploitation des déclarations fiscales des employeurs n°24-83 - Année 1997

NUMÉRO 147 / MARS 2000

documents
observatoire

LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE FINANCÉE PAR LES ENTREPRISES



EXPLOITATION DES DÉCLARATIONS FISCALES
DES EMPLOYEURS N°24.83
ANNÉE 1997

Elyes Bentabet, Christelle Gauthier, Marion Lambert

C é r e q

Document n°147
Série observatoire

Mars 2000

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - Une synthèse des principaux résultats sur la participation des employeurs

Partie I.1 : La participation des employeurs à la formation professionnelle continue (FPC) en 1997. Résultats définitifs

- I.1.1 - Les données globales sur la formation professionnelle continue
- I.1.2 - La formation professionnelle continue par taille d'entreprises et par catégorie socioprofessionnelle
- I.1.3 - Des différences de performance selon l'activité économique

Partie I.2 : L'évolution longue des principaux indicateurs de la FPC

- I.2.1 - Trois grandes périodes
- I.2.2 - Vers une réduction des inégalités selon la taille des entreprises ?
- I.2.3 - La persistance des inégalités selon les catégories socioprofessionnelles

II - Un ensemble de tableaux statistiques détaillés

Partie II.1 : La formation professionnelle continue en 1997. Résultats définitifs

- II.1.1 - Données générales pour l'année 1997
- II.1.2 - Principaux indicateurs par taille et par catégorie socioprofessionnelle pour l'année 1997
- II.1.3 - La formation professionnelle continue selon les secteurs d'activité (NAF 17 et NAF 60)

Partie II.2 : Evolution de la formation professionnelle continue en longue période (1974-1997)

- II.2.1 - Evolution de la FPC par taille d'entreprises (1974-1997)
- II.2.2 - Evolution de la FPC par catégorie socioprofessionnelle (1984-1997)

ANNEXES

Annexe I – Aspects méthodologiques

Annexe II – Fac-similé de la déclaration fiscale n°24-83 – Année 1997

INTRODUCTION

Le système d'information statistique sur la formation professionnelle continue (FPC) en entreprise repose actuellement sur trois volets essentiels :

- l'exploitation annuelle des déclarations fiscales N° 24-83 pour les entreprises d'au moins 10 salariés ;
- l'exploitation annuelle des états statistiques et financiers des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui couvrent également les entreprises de moins de 10 salariés¹;
- l'enquête CVTS (« continuing vocational training survey ») portant sur les années 1993 et 1999, coordonnée par Eurostat et visant une description comparée des pratiques de formation continue dans les entreprises d'au moins 10 salariés en Europe².

Depuis la loi fondatrice de 1971, l'exploitation des 24-83 est l'élément le plus ancien et le plus régulier dans la production statistique sur la FPC en entreprise ; l'observatoire des OPCA est en cours de stabilisation et l'enquête CVTS n'en est qu'à sa deuxième réalisation (à mener au cours de l'année 2000).

Le dispositif statistique sur la formation continue repose donc largement sur l'exploitation des déclarations fiscales N°24-83 établies chaque année par les entreprises d'au moins 10 salariés assujetties à l'obligation de développement de la formation professionnelle de leur personnel.

Depuis 1993, le seuil de l'obligation légale s'élève à 1,5 % des salaires versés. La participation des employeurs au titre de la FPC se compose de trois éléments distincts essentiels :

- le financement du plan de formation dont le contenu relève de la responsabilité de l'employeur (0,9 % de la masse salariale) ; il peut être versé à un OPCA ;
- le financement du congé individuel de formation dont les objectifs appartiennent aux individus (0,2 %) ; il est obligatoirement versé à un OPCA ;
- le financement des contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation (0,4 %) : il est obligatoirement versé à un OPCA.

En outre, le financement des congés de formation pour le salarié en contrat de travail à durée déterminée s'élève désormais à 1 % des rémunérations versées au titre de l'année civile en cours.

Chaque entreprise est tenue de déposer auprès des services fiscaux et des Directions Régionales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) une déclaration 24-83 qui retrace la façon dont elle s'est acquittée de son obligation. Les services des DRTEFP assurent le contrôle et la saisie de ces déclarations tandis que le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) est chargé de leur traitement statistique. Cette

¹ A paraître au printemps 2000, un rapport sur les OPCA (1996-1998) dans la série Document du Céreq et un Bref en Juin 2000.

² Cf. La formation professionnelle continue dans les entreprises françaises en 1993. Résultats d'une enquête européenne. Document Céreq n°133 -Février 1998

exploitation sert prioritairement trois objectifs : la production de statistiques à destination de la Délégation Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle – DGEFP –, et de la Direction de l'Animation et de la Recherche Scientifique – DARES –, au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité dans le cadre de l'élaboration de la Loi de Finances et des Comptes économiques de la formation professionnelle ; la production des données à destination des autres utilisateurs nationaux, professionnels et régionaux ; l'alimentation du secteur de la recherche et la production d'études spécifiques.

L'exploitation se fonde sur un échantillon stratifié par région, secteur (NAF 60) et taille d'entreprises. Le tirage est exhaustif pour les entreprises d'au moins 500 salariés. Pour les PME, le taux de sondage varie de 1/10 à 1/2 selon la taille de l'entreprise et la région. En outre, deux années sur trois (1997 et 1998 en l'occurrence) ces taux de sondage pour les PME sont réduits de manière à alléger le processus de constitution de l'échantillon qui est mené en collaboration avec les Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sans mettre en cause la qualité des principaux indicateurs nationaux et de branche. En 1997, l'échantillon est d'environ 16 000 entreprises et après redressement du champ couvert à l'aide des DADS, le nombre d'entreprises métropolitaines assujetties est évalué à 108 500.

La source permet de fournir des indicateurs sur les dépenses des entreprises, le volume physique des formations et leurs principales caractéristiques : plan de formation, congé individuel de formation (CIF), formations en alternance ; durée des formations ; coût unitaire moyen. Ils sont produits selon cinq classes de tailles (de 10 à 19 salariés, 20 à 49 salariés, 50 à 499 salariés, 500 à 1 999 salariés et plus de 2 000 salariés), selon cinq catégories socioprofessionnelles et par secteurs d'activité économique (NAF 60 et NAF 17).

Le présent volume présente les résultats de l'exploitation des données définitives issues des déclarations fiscales au titre de l'année 1997. Il comporte deux parties :

- I - Une synthèse des principaux résultats sur la participation des employeurs
- II - Un ensemble de tableaux statistiques détaillés

L'accent est mis sur le caractère synthétique de l'information proposée. Des données plus détaillées sont en effet disponibles auprès du Céreq. En outre, depuis 1997, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications met à disposition du public sur son site Internet (<http://www.cereq.fr/>) les principaux résultats issus de ces traitements.

I – Une synthèse des principaux résultats sur la participation des employeurs

Partie I.1 : La participation des employeurs à la formation professionnelle continue (FPC) en 1997. Résultats définitifs.

I.1.1 - Les données globales sur la formation professionnelle continue

En 1997, le montant total des dépenses déductibles des entreprises d'au moins dix salariés rapporté à la masse salariale brute, i.e. le taux de participation financière (TPF), s'élève à 3,24 %. Il est un peu plus de deux fois supérieur au minimum légal (1,5 %).

Le fléchissement du taux de participation financière se confirme...

Le fléchissement du TPF amorcé depuis 1993 se confirme donc en 1997. Le tassement du TPF se manifeste en premier lieu dans les très grandes firmes où les volumes financiers sont particulièrement importants.

Dans cet ordre d'idée, la répartition des entreprises par tranche de TPF est inégale. En 1997, 9,6 % de l'ensemble des entreprises de plus de 10 salariés ont assuré deux tiers des dépenses de formation (66,2 %), avec un TPF supérieur à 3 %. A l'opposé, 51,4 % des entreprises représentant 24 % des salariés et seulement 8,6 % des dépenses de formation, ne dépassent pas le seuil légal. Enfin, le pourcentage d'entreprises formatrices (ayant eu au moins un stagiaire) baisse légèrement : 47 % des entreprises déclarent avoir eu au moins un stagiaire en 1997.

Données principales sur la participation des employeurs à la FPC en 1997

Indicateurs physiques et financiers sur la FPC	1997
Nombre d'entreprises de 10 salariés et plus	108 500
Dépenses déductibles de la FPC (millions)	44 061
Montant des salaires versés (millions)	1 361 690
Taux de participation financière (en %)	3,24
Nombre de salariés (unité)	9 498 432
Nombre total de stagiaires (unité)	3 430 361
Dont : <i>Plan de formation</i>	3 344 021
<i>Congé individuel de formation</i>	17 897
<i>Alternance</i>	68 443
Taux d'accès à la formation hors alternance (en %)	35,5
Total du nombre d'heures de stage hors alternance (milliers)	128 087
Durée moyenne de formation hors alternance (en heures)	38
Effort physique de formation hors alternance (en heures)	13,5
Pourcentage d'entreprises ayant eu au moins un stagiaire (en %)	47

Source : Déclarations fiscales des employeurs 24-83 - Exploitation Céreq

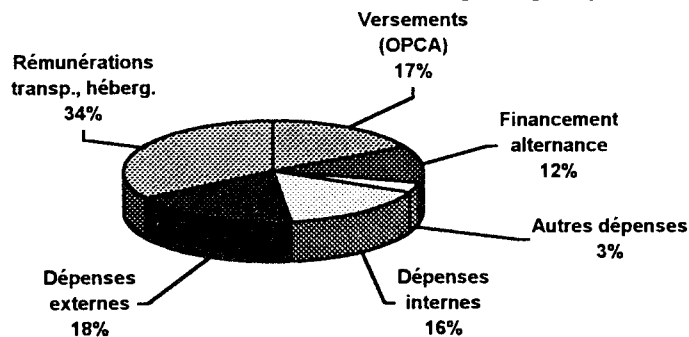
... Tandis que le taux d'accès à la FPC continue sa progression...

Par ailleurs, la proportion moyenne de salariés ayant suivi durant l'année au moins une action de formation (le taux d'accès ou taux de stagiaires) continue sa progression pour atteindre 35,5 % en 1997. Mais, si la part des salariés formés augmente, c'est au prix d'une réduction de la durée moyenne des stages qui passe à 38h.

Les résultats de 1997 confirment la nette prééminence du plan de formation, en termes de taux d'accès et d'effort physique de formation. Ce type de formation reste de loin le moteur de la formation continue en entreprise.

...même si les dépenses globales de formation sont en légère baisse.

Le montant total des dépenses déductibles des entreprises est en légère baisse (-3,3 %). En francs courants, celui-ci atteint près de 44 milliards en 1997, contre 45,5 milliards en 1996. La structure des dépenses reste toutefois relativement stable depuis quelques années.



Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 –Exploitation Céreq

On note, cependant :

- une légère augmentation des dépenses internes et des versements aux OPCA au détriment des dépenses externes ;
- l'affectation d'un peu plus des deux tiers des dépenses de formation professionnelle des entreprises au fonctionnement des actions de formation (internes et externes) et à la rémunération des stagiaires.

LES VARIABLES DE LA FORMATION CONTINUE

A partir des déclarations d'employeur 24.83 concernant l'effort de développement de formation professionnelle continue, trois séries d'indicateurs ont pu être constitués permettant d'appréhender :

- l'intensité de l'effort de formation continue,
- les modalités de formation
- l'accès à la formation des grandes catégories socioprofessionnelles.

Rappelons que la formation continue telle qu'elle est rapportée par la source 24.83 répond aux normes prévues par la loi et ses décrets d'application. Se trouve, de fait, exclue des formations recensées, toute une série de pratiques de formation considérées comme "non imputables" par les entreprises: formation sur le tas, en liaison directe avec le travail de production, etc.

A / L'intensité de l'effort de formation

Elle est traditionnellement mesurée depuis la loi de juillet 1971 par le taux de participation financière (TPF) qui rapporte les dépenses de formation au total des salaires :

$$TPF = \text{Total dépenses de formation} \times 100 / \text{Total masse salariale}$$

On peut également rapporter les dépenses de formation à l'effectif salarié ce qui permet d'évaluer les dépenses par tête (TDT) et de gommer l'effet du salaire moyen inhérent au TPF :

$$TDT = \text{Total dépenses de formation} / \text{Effectif salarié}$$

Par ailleurs, l'intensité de l'effort de formation peut être évaluée à partir d'indicateurs physiques mesurant l'importance des heures de formation (l'effort physique de formation encore appelé espérance de formation) ou des stagiaires par rapport à l'effectif salarié (Taux d'accès à la formation, taux de stagiaires ou encore chances d'accès à la formation) :

$$EF = \text{Nombre total d'heures de stages} / \text{Effectif salarié}$$

$$TSTTOT = \text{Nombre total de stagiaires} \times 100 / \text{Effectif salarié}$$

B / Les modalités de formation

Outre un indicateur permettant de mesurer la durée des stages (DMS), on a cherché à évaluer les pratiques des entreprises et des secteurs en fonction des modalités de formation utilisées: formation interne (DEPINT) réalisée par et dans l'entreprise ou recours à l'extérieur :

$$DMST = \text{Total heures de stages} / \text{total stagiaires}$$

$$DEPINT = \text{Dépenses de formation interne} \times 100 / \text{Total des dépenses de formation}$$

$$VF(\text{Versements aux FAF}) = \text{Versements aux FAF} \times 100 / \text{Total des dépenses de formation}$$

C / Le lien entre les variables

Par construction, il existe une liaison entre TPF, EF, TSTTOT et DMS :

$$TPF = 1/w * EF * CHST$$

Où CHST est le coût horaire de formation et w le salaire moyen. Cette expression peut encore s'écrire :

$$TPF = CHST * DMS * TSTTOT * 1/w$$

I.1.2 – La formation professionnelle continue par taille d'entreprises et par catégorie socioprofessionnelle

Les disparités dans l'effort et l'accès à la FPC selon la taille d'entreprises sont toujours présentes...

En 1997, les entreprises d'au moins 2 000 salariés (0,3 % de l'ensemble des entreprises et 27,2 % des salariés) assurent 43 % des dépenses et rassemblent près de 40 % des stagiaires¹. C'est dans cette tranche de taille que l'on retrouve le TPF et le taux d'accès les plus élevés avec respectivement 4,73 % et 51,9 %. A l'opposé, les entreprises de 10 à 19 salariés (26 % de l'ensemble des entreprises), ont un TPF de 1,69 % et un taux d'accès de 8,3 %.

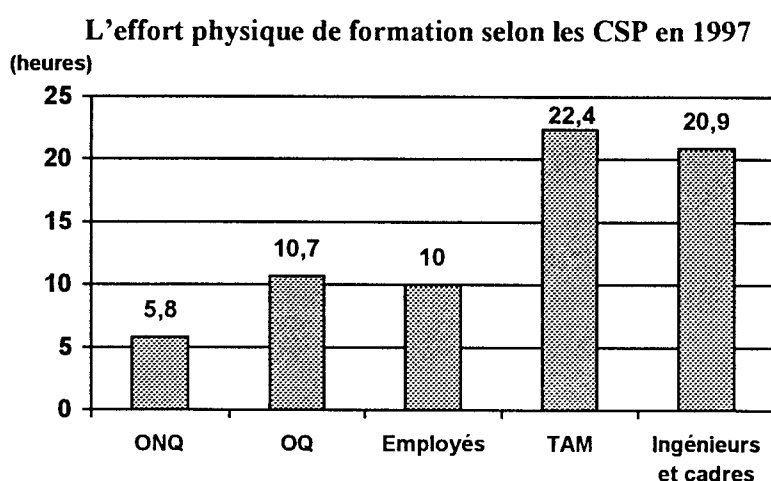
Par ailleurs, les disparités entre les genres sont étroitement corrélées à la taille de l'entreprise. Le taux d'accès à la formation est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (respectivement 10,7 % et 7,7 %) uniquement dans les entreprises de moins de 50 salariés.

... et les inégalités d'accès à la formation selon les catégories professionnelles persistent.

En 1997, les cadres bénéficient d'un effort physique de formation (nombre d'heures par salarié) environ 3,6 fois plus grand que les ouvriers non qualifiés.

Cependant l'écart se réduit entre les catégories les moins qualifiées et les plus qualifiées, lorsque la taille de l'entreprise augmente. Il existe toutes tailles confondues, un rapport de 1 à 3 entre les taux d'accès à la formation des CSP extrêmes, alors que l'on observe un rapport de 1 à 4,5 pour les entreprises de moins de 20 salariés et de 1 à 2,3 seulement pour celles d'au moins 2 000 salariés.

Si les durées moyennes ne se différencient pas de manière aussi nette selon les CSP, l'effort physique de formation enregistre des mouvements plus accusés proches du taux d'accès comme le montre le graphique ci-dessous.



Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 –Exploitation Céreq

¹ Hors alternance.

I.1.3 - Des différences de performance selon l'activité économique

En 1997, on constate une forte hétérogénéité entre les secteurs qui montre la permanence d'effets sectoriels marqués : forte implication des secteurs à intensité capitalistique élevée et ayant une main-d'œuvre plutôt qualifiée ; à l'opposé, faible implication, des secteurs dits de « main d'œuvre » et disposant d'un personnel peu qualifié.

Deux secteurs ont un TPF supérieur à 8,5 % et un taux d'accès à la formation supérieur à 50 % : « la production et la distribution d'électricité et de gaz » et « les transports aériens et spatiaux ». Les secteurs suivent globalement la même hiérarchie en termes de taux d'accès et de taux de participation financière.

Partie I.2 : L'évolution longue des principaux indicateurs de la FPC

I.2.1 – Trois grandes périodes

Au cours de la période 1974-1997 on observe nettement trois grandes périodes quant aux évolutions des principaux indicateurs de la FPC :

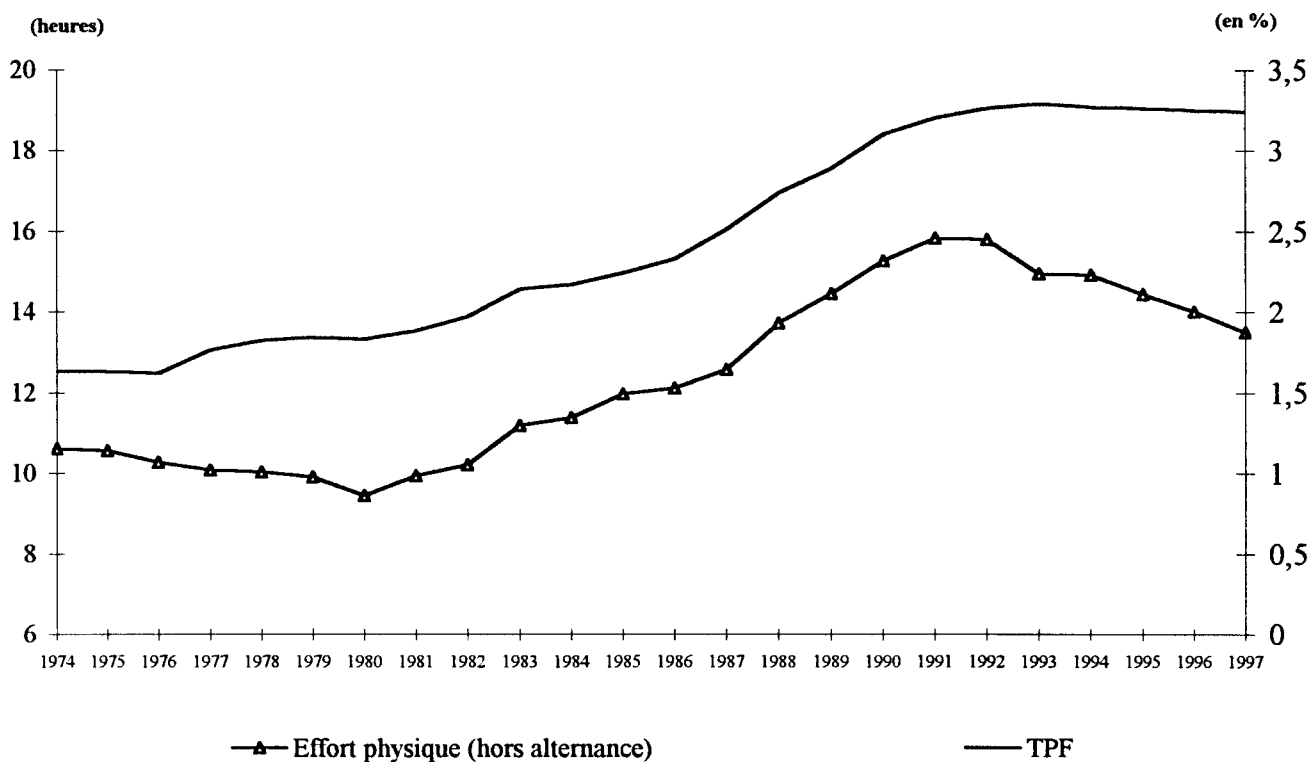
- 1974-1980 : c'est la période de démarrage de la loi, de son inscription progressive dans les pratiques d'entreprises. C'est aussi la période de la crise. On constate entre 1974 et 1980 une relative stabilité du taux d'accès tandis que le TPF entame sa croissance dès 1976 ;
- 1980-1991 : période de modernisation de l'appareil productif marquée par des investissements lourds tant technologiques qu'organisationnels ; c'est une période marquée par les mesures de productivité dans les grandes entreprises industrielles, qui marquent la hausse continue du taux d'accès sur la période. La formation continue y acquiert un rôle stratégique dans la gestion de ces grandes mutations, ce qui se traduit par une envolée de la participation financière des entreprises. Le coût horaire des stages fléchit et la croissance du taux de participation financière est essentiellement le fait du taux d'accès ;
- à partir de 1991, la courbe du TPF s'infléchit marquée d'abord par une stagnation puis par une baisse (3,24 en 1997 contre 3,29 en 1993) ; le taux d'accès quant à lui continue de croître bien qu'à un rythme beaucoup moins soutenu. L'accélération de la baisse de la durée des stages et le fléchissement de la croissance du taux d'accès expliquent l'essentiel de la décélération du TPF. Cela pourrait traduire au niveau des comportements des firmes, une nouvelle conception de la formation continue. Le maintien du taux de stagiaire, la substitution des formations de type internes aux dépenses externes de formation, contribuent également à expliquer le retournement.

I.2.2 – Vers une réduction des inégalités selon la taille des entreprises ?

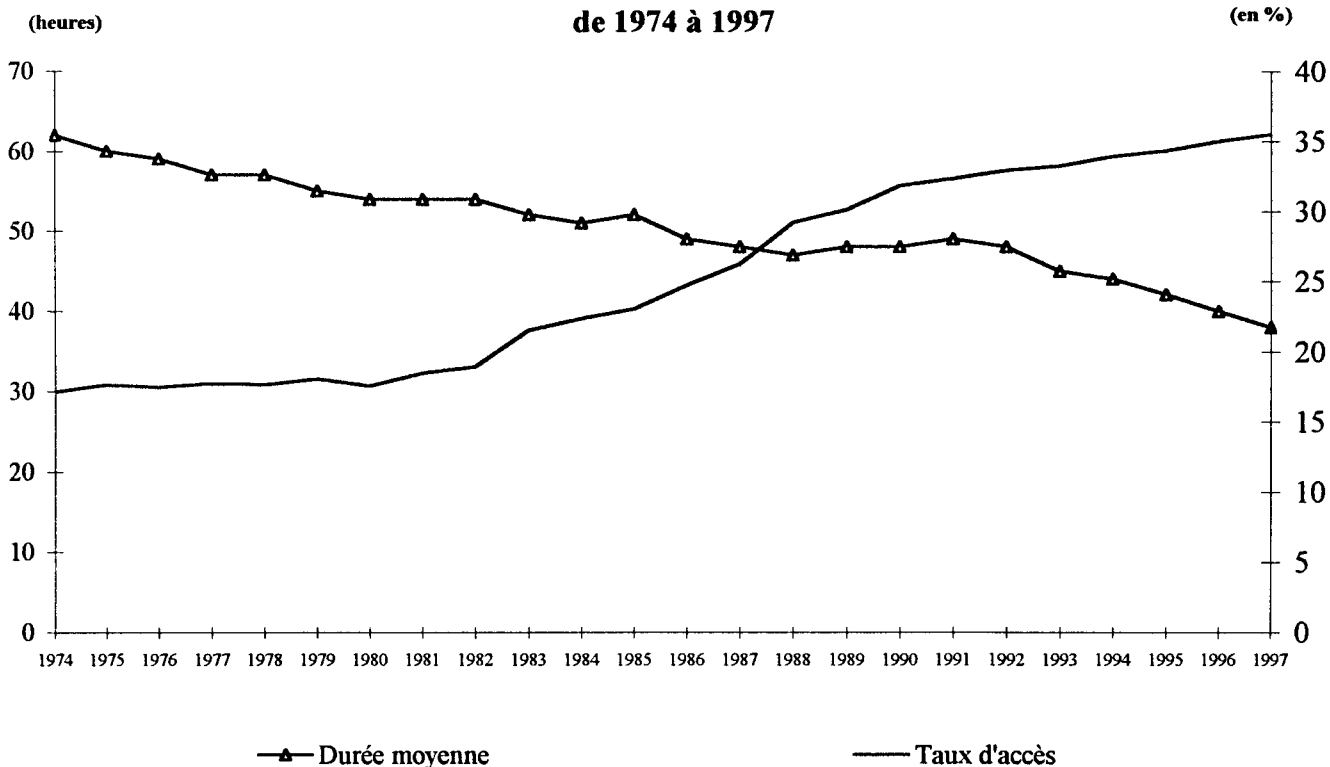
L'observation des principaux indicateurs par taille souligne au moins une permanence dans la FPC : l'importance plus réduite de la formation dans les petites et moyennes entreprises que dans les grandes. Plus l'entreprise est grande plus sa participation financière sera importante et la proportion de stagiaires au sein de l'effectif salarié sera élevée.

Alors que les petites entreprises ont bien du mal à dépasser le seuil des 1,5 % sur l'ensemble de la période, on observe en effet que les entreprises de plus de 500 salariés ont un **taux de participation financière** bien supérieur à celui de l'obligation légale. Cette disparité entre petites et grandes entreprises qui n'a cessé de s'accroître pendant 20 ans, semble néanmoins se réduire depuis 1993. De fait, on constate que la baisse du TPF au niveau national est essentiellement le résultat des entreprises de 500 salariés et davantage. Ainsi, sur la période 93-97 le TPF dans les grandes entreprises est en baisse (respectivement - 2,80 % et -7,97 % pour les entreprises de 500 à 1 999 salariés et celles de plus de 2 000 salariés), alors que le taux de participation des petites entreprises est en hausse, leur permettant de dépasser le seuil légal.

Evolution du TPF et de l'effort physique de 1974 à 1997

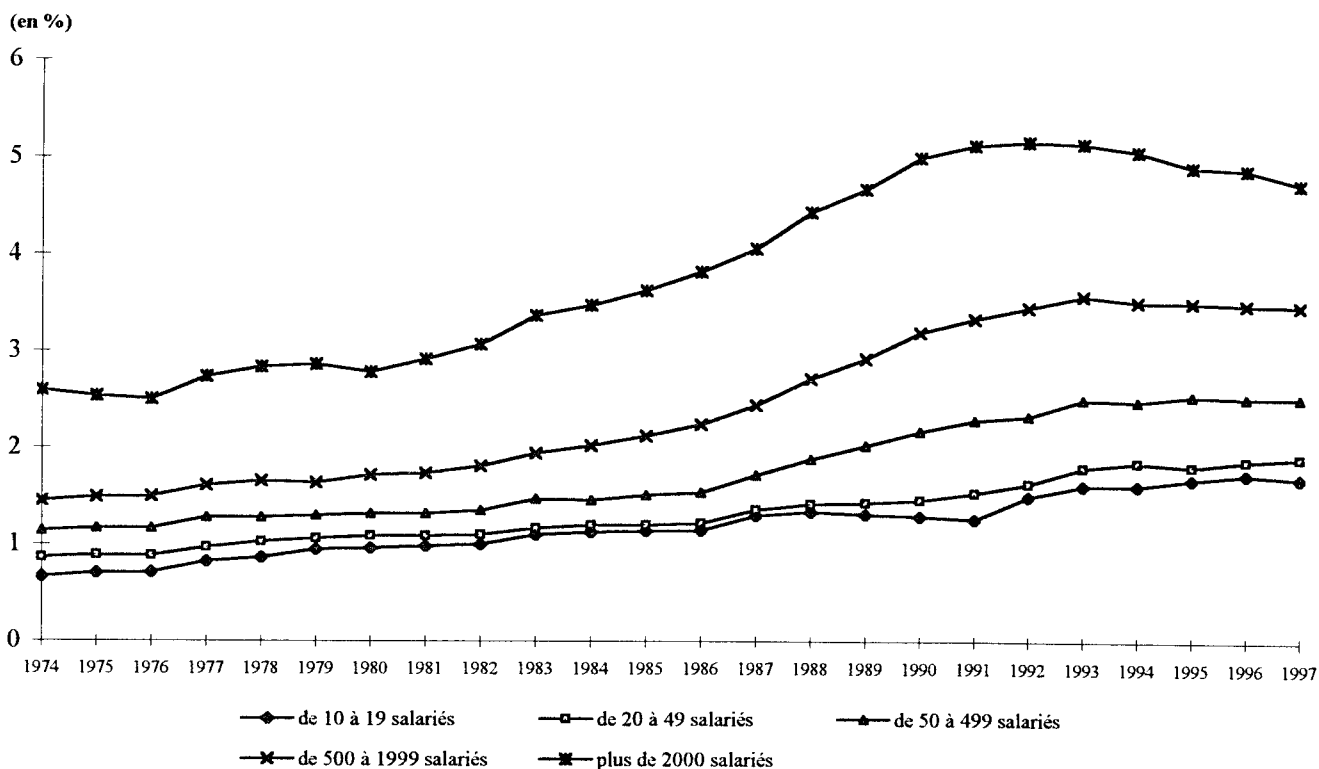


Evolution du taux d'accès et de la durée moyenne de 1974 à 1997

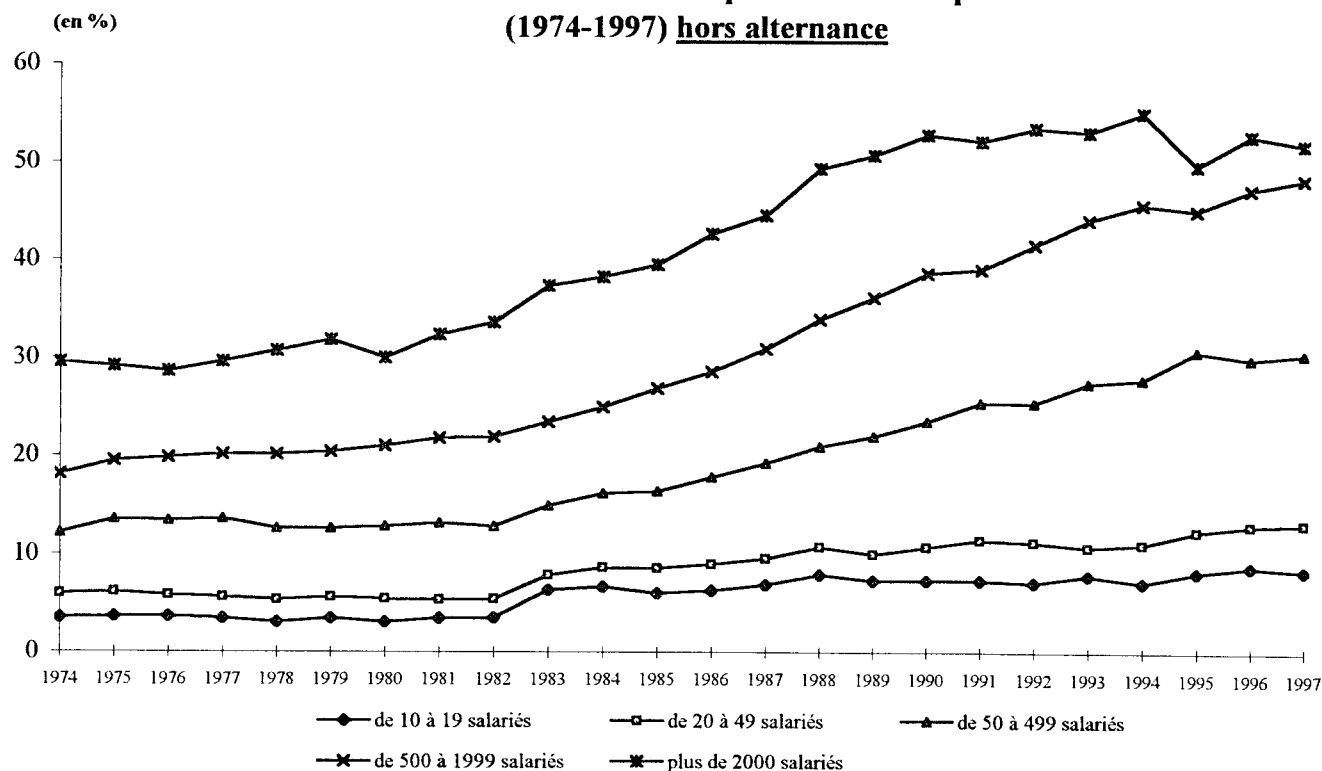


Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

Evolution du Taux de Participation Financière par taille d'entreprises (1974-1997)

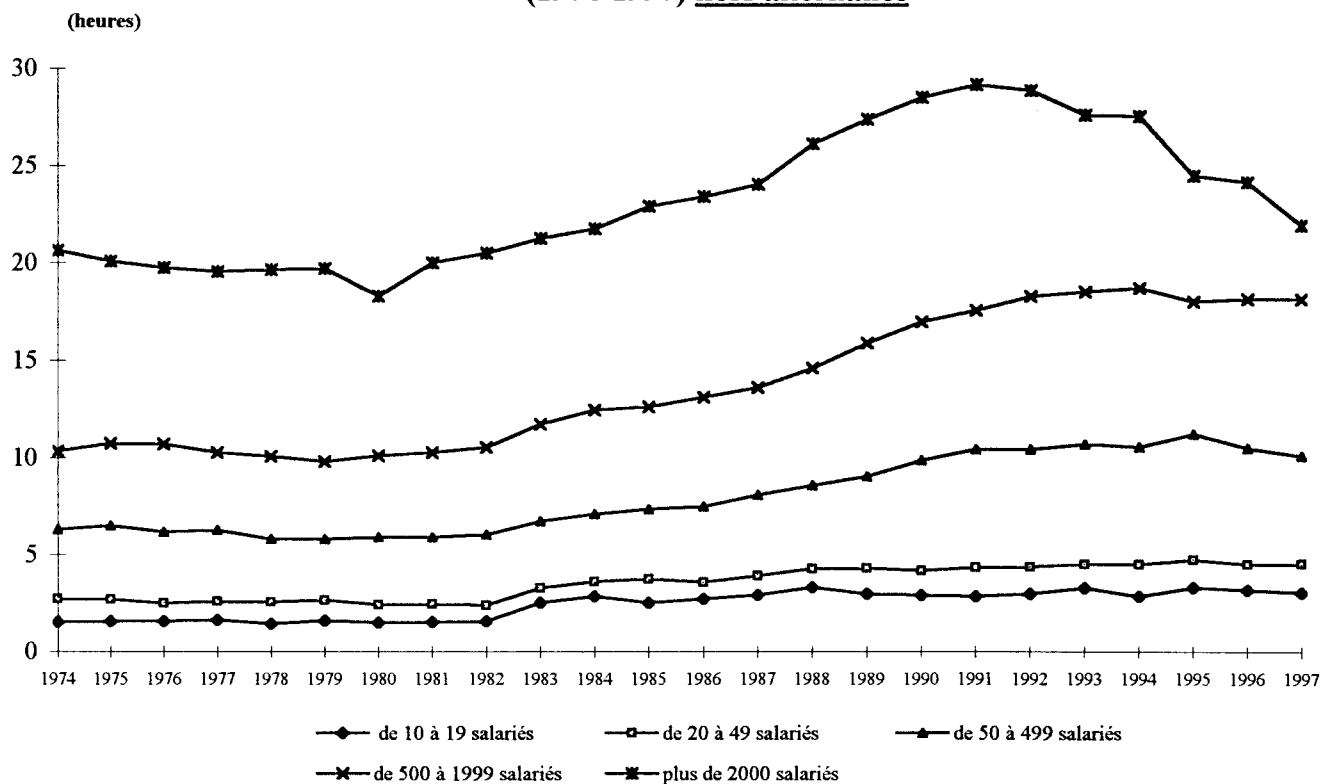


Evolution du taux d'accès par taille d'entreprises (1974-1997) hors alternance

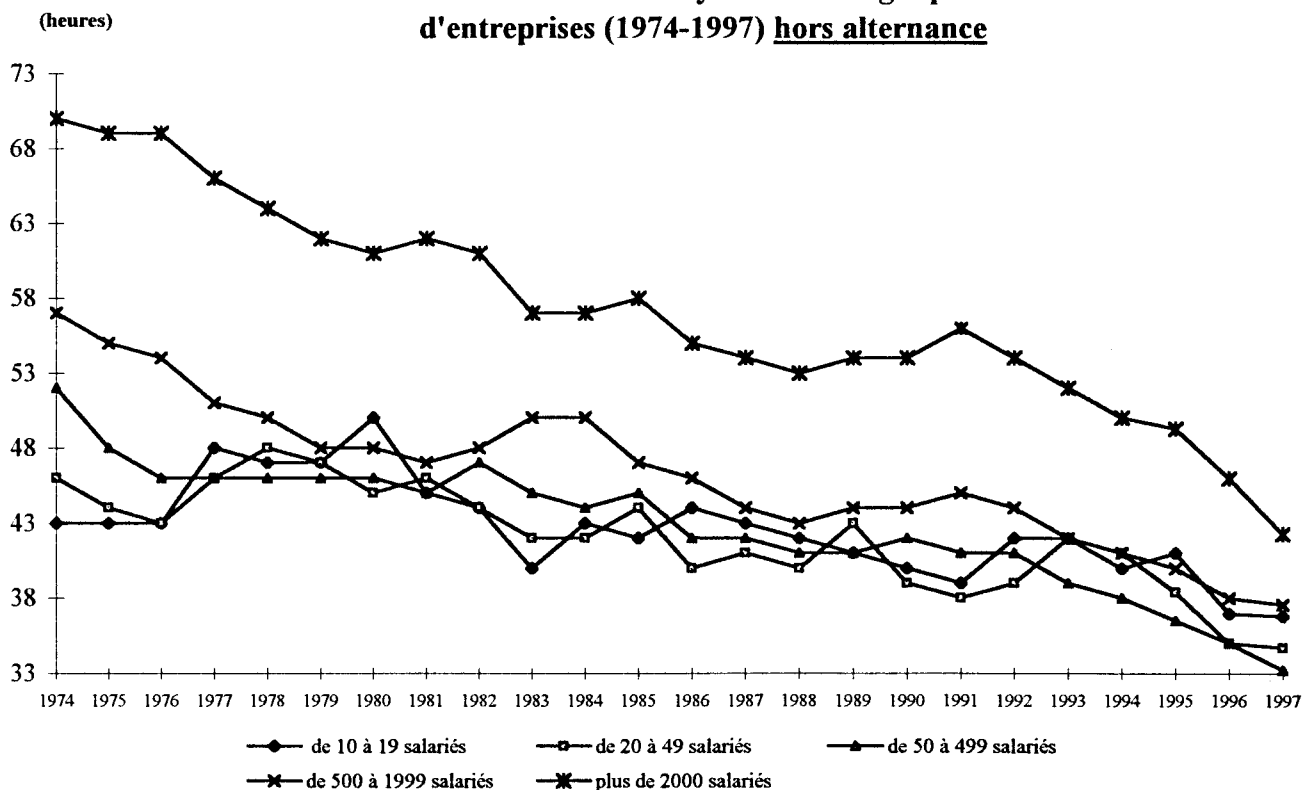


Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

Effort physique de formation par taille d'entreprises (1974-1997) hors alternance



Evolution de la durée moyenne des stages par taille d'entreprises (1974-1997) hors alternance



Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

En outre, depuis 1974, le **taux d'accès** n'a cessé de croître pour doubler en pratiquement 25 ans. Cette tendance générale cache des écarts importants suivant la taille de l'entreprise. Si le taux de stagiaires des petites entreprises (moins de 50 salariés) croît plutôt lentement, celui des grandes entreprises et notamment de celles de plus de 2 000 salariés, a un taux de croissance élevé qui augmente plus fortement à partir du début des années 80.

Quant aux **durées moyennes** de stage, elles ne se différencient pas de manière aussi nette que le taux d'accès par classe de taille d'entreprises. Seules les firmes de plus de 2 000 salariés réalisent des stages plus longs que dans l'ensemble des entreprises. Les autres classes de taille se différencient assez peu entre elles. Globalement sur l'ensemble de la période la disparité entre petites et grandes entreprises tend à se réduire. En outre, la durée des stages a tendance à se répartir autour de la durée moyenne des petites entreprises (entre 35 et 40 heures).

Enfin, en ce qui concerne **l'effort physique de formation**, on relève une dominante : l'écart entre les grandes et petites entreprises en matière d'effort physique de formation est pratiquement le même sur toute la période observée sauf au début des années 90, où l'on constate, essentiellement dans les grandes entreprises, une augmentation du nombre d'heures de formation par salarié, suivie toutefois d'un tassement à partir de 1993.

Si le poids des grandes entreprises est important dans la compréhension des évolutions globales c'est notamment, parce que la formation y tient une place importante dans la gestion des ressources humaines et que les volumes financiers impliqués sont ici relativement élevés.

- D'une part, les grandes entreprises disposent d'une meilleure instrumentation en termes matériels et humains qui facilitent la mise en place d'une politique de formation.
- D'autre part, les grandes entreprises bénéficient de l'existence de marchés internes du travail, où la mobilité s'accompagne souvent de formation ; une structure de qualification tirée vers le haut où les catégories les plus qualifiées sont plus fortement consommatrices de formation continue. Enfin, les changements techniques et organisationnels de ces dernières années ont été plus prononcés dans les grandes firmes nécessitant un recours plus marqué à la formation continue.

I.2.3 – La persistance des inégalités selon les catégories socioprofessionnelles¹

Pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles (CS) le taux d'accès à la formation augmente entre 1984 et 1997. A partir de 90/91, on constate toutefois un tassement. Ceci s'explique par une baisse tendancielle de la durée moyenne des formations. En outre, l'observation sur une longue période du **taux d'accès** selon les catégories socioprofessionnelles montre une permanence de l'effet CS sur l'accès à la formation : les chances d'accès à la formation sont d'autant plus grandes que la qualification est élevée.

Depuis 1984, la **durée moyenne** pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles a chuté passant de 51h en 1984 à 38h en 1997. Mais, la situation varie selon la CS. Jusqu'en 1990, les ouvriers non qualifiés (ONQ) avaient des durées moyennes de stage supérieures aux autres catégories professionnelles ; depuis, leur temps moyen de formation a fortement chuté (de près de 35,8 %). Pour les ouvriers qualifiés (OQ), on note un phénomène identique, de moindre ampleur toutefois. Quant aux professions intermédiaires (techniciens et agents de

¹ Du fait du changement de nomenclature des CS en 1984, nous avons restreint notre analyse à la période 1984-1997.

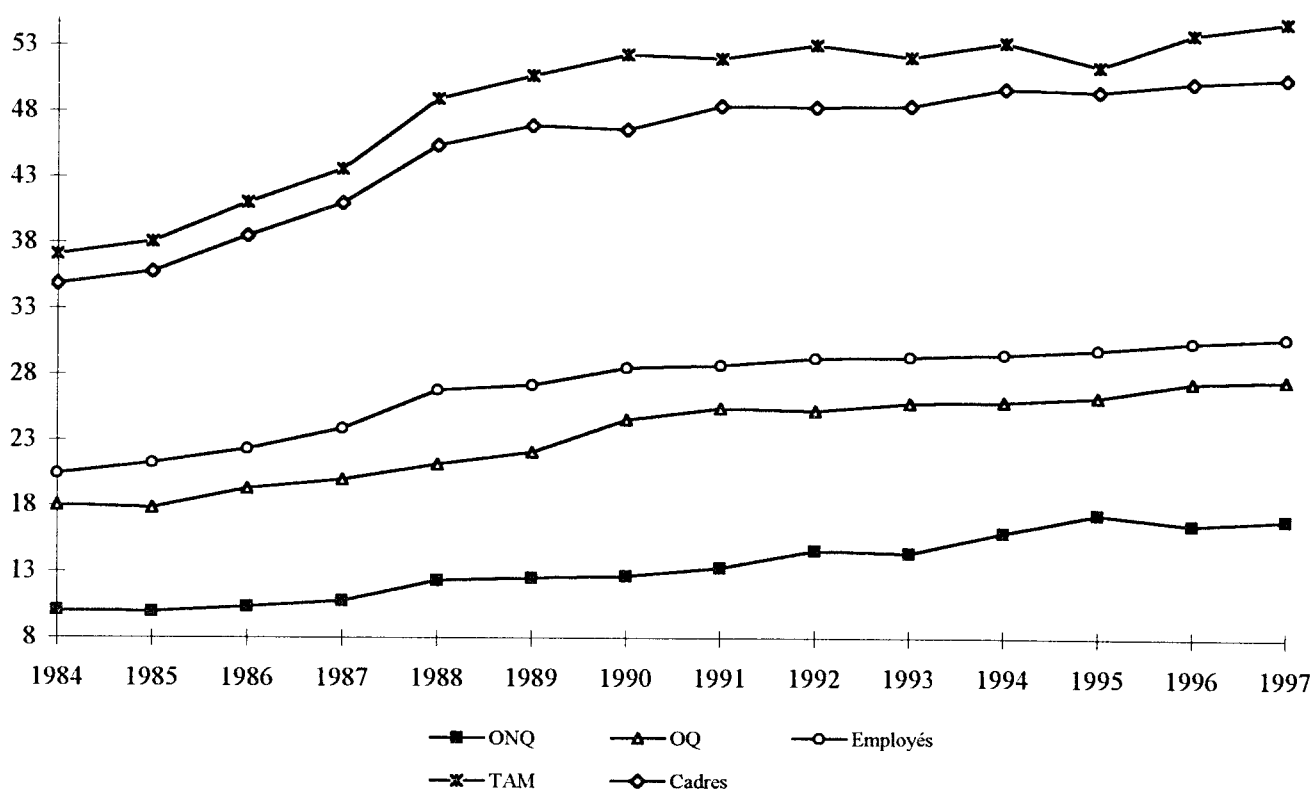
maîtrise – TAM-), elles ont bénéficié jusqu'en 1997 d'une durée moyenne de stage relativement élevée par rapport aux autres CS. Entre 1991 et 1997, elles ont tout de même perdu 11h sur leur temps moyen de formation. Enfin, concernant les cadres, l'évolution de la durée moyenne des stages est restée relativement stable tout au long de la période. Ceci leur a permis d'avoir en 1997 la durée moyenne la plus élevée (41h).

Quant à l'effort physique de formation toutes CS confondues, après avoir augmenté jusqu'en 1991, il continue à baisser. Mais, la situation n'est pas la même selon la catégorie socioprofessionnelle. Alors que l'effort physique de formation pour les CS les moins qualifiées connaît une évolution relativement stable, les professions intermédiaires perdent environ 6h entre 1991 et 1997. Les cadres sont les seuls à ne pas faire les frais de l'inflexion enregistrée à partir de 1991. En outre, en 1997, cette catégorie de salariés a le nombre d'heures par salariés le plus élevé (22,4h).

Globalement sur l'ensemble des 25 dernières années, demeure un clivage prononcé entre d'une part les cadres et les professions intermédiaires et d'autre part les ouvriers et les employés.

Evolution du taux d'accès par CSP* (1984-1997) hors alternance

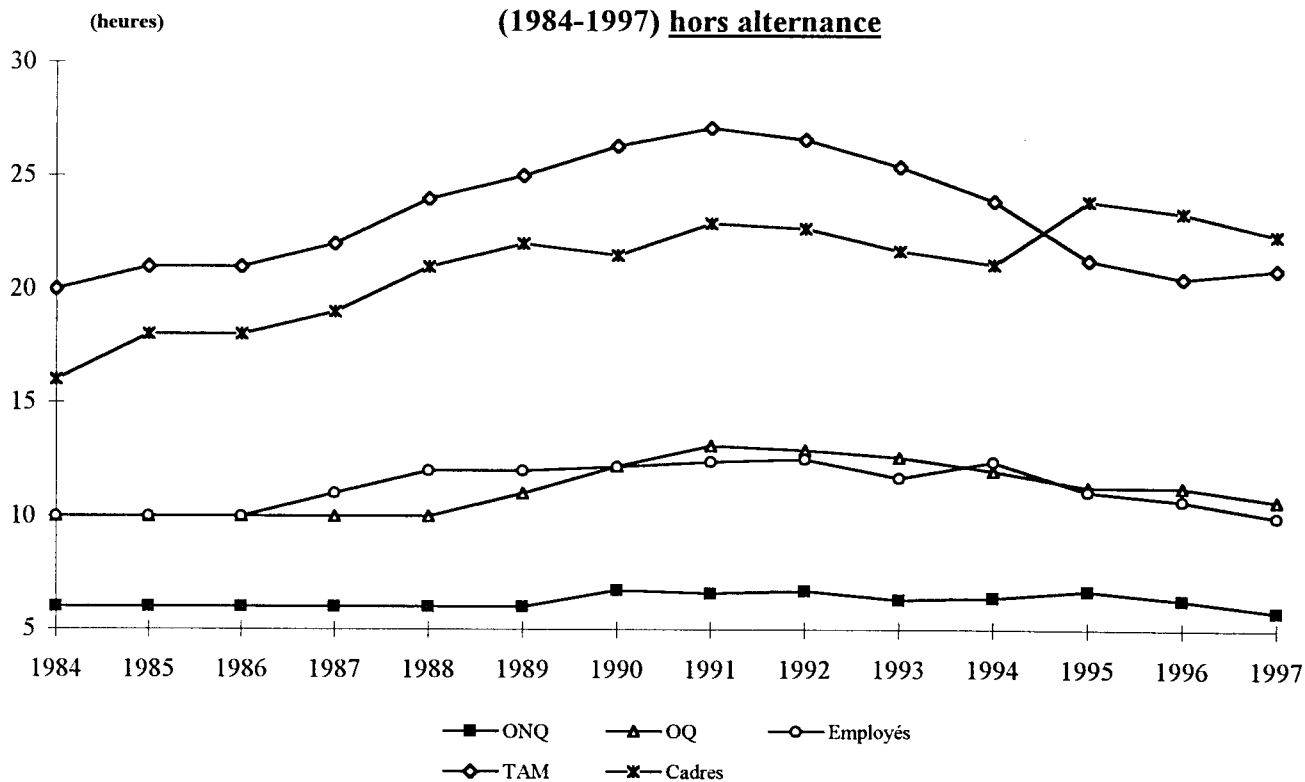
(en %)



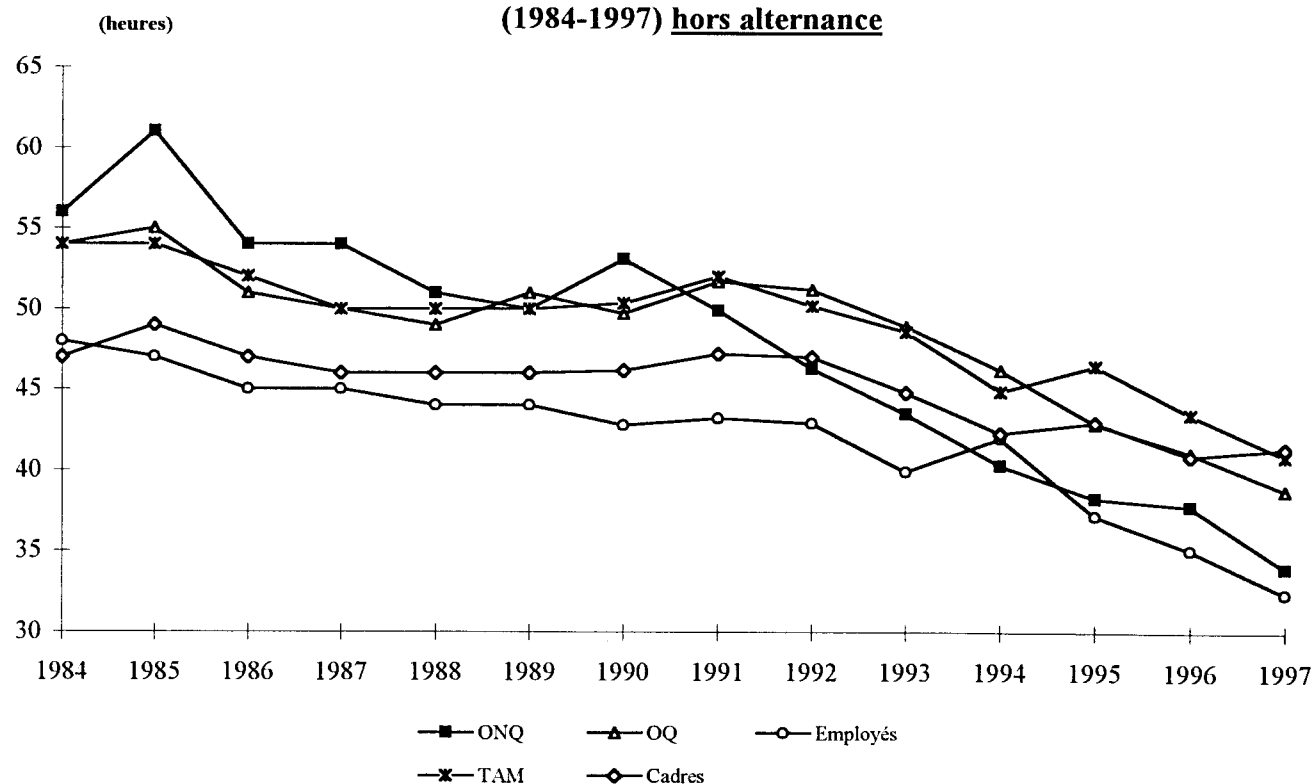
(*) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Techniciens et Agents de maîtrise (TAM)

Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

Evolution de l'effort physique de formation par CSP (1984-1997) hors alternance



Evolution de la durée moyenne des stages par CSP (1984-1997) hors alternance



Source : Déclaration fiscale n°2483 -Exploitation Céreq

II – Un ensemble de tableaux statistiques détaillés

Partie II.1 : La formation professionnelle continue en 1997 Résultats définitifs

- II.1.1 - Données générales pour l'année 1997**
- II.1.2 - Principaux indicateurs par taille et par catégorie socioprofessionnelle pour l'année 1997**
- II.1.3 - La formation professionnelle continue selon les secteurs d'activité (NAF 17 et NAF 60)**

II.1.1 – Données générales pour l'année 1997

**Tableau II.1.1.1 : Répartition des dépenses déductibles
Année 1997 (en milliers de francs)**

	Montant	%
Total des dépenses internes	7 008	15,59
- dépenses de fonctionnement	6 557	14,59
- dépenses d'équipement	451	1
Total des dépenses externes (plan de formation + congé de formation) dont :	8 133	18,09
- convention annuelle	2 114	4,70
- convention pluri-annuelle	196	0,44
- bilans de compétences	11	0,02
Rémunération des stagiaires, dépenses de transport et d'hébergement	15 387	34,23
Versement :	7 884	17,54
- à des organismes agréés au titre du plan de formation	5 182	11,53
- à des organismes agréés au titre du CIF	2 099	4,67
- au capital temps de formation	603	1,34
Financement de la formation professionnelle en alternance	5 330	11,86
Autres	1 213	2,70
Total général des dépenses déclarées	44 955	100
Subventions perçues	894	
Total des dépenses déductibles	44 061	

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.1.2 : Quelques indicateurs selon la nature des actions de formation des entreprises (hors bilan de compétence) en 1997

	Nbre de stagiaires	Taux d'accès à la formation	Durée moyenne des stages	Effort physique de formation
Plan de formation	3 344 021	35,21	37	12,86
CIF	17 897	0,19	326	0,61
Formation en alternance	68 443	0,72	312	2,25
Ensemble	3 430 361	36,12	44	15,72

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.1.3 : Entreprises, salariés et dépenses de formation
continue selon le TPF en 1997**

Taux de Participation Financière	Entreprises (%)	Salariés (%)	Dépenses réelles (%)
Inférieur à 1,41 %	11,1	4,9	1,3
[1,41 % ; 1,50 %[	40,3	19,1	7,3
[1,50 % ; 1,70 %[	20,6	13,7	5,3
[1,70 % ; 3,00 %[	18,4	29,8	19,8
[3,00 % ; 4,00 %[	4,5	11,4	14,0
4,00 % et plus	5,1	21,2	52,2
TOTAL	100	100	100

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céréq

II.1.2 – Principaux indicateurs par taille et par catégorie socioprofessionnelle pour l'année 1997

Tableau II.1.2.1
Données générales par taille d'entreprises en 1997

	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	Ensemble
Nombre d'entreprises	28 299	52 908	25 047	1 864	382	108 500
Montant des salaires versés (millions F)	46 865	206 849	442 708	260 848	404 420	1 361 690
Dépenses déductibles (millions F)	791	3 935	11 174	9 047	19 114	44 061
TPF (%)	1,69	1,90	2,52	3,47	4,73	3,24
Versement au Trésor (millions F)	24	98	165	28	54	369
Part des versements aux OPCA (millions de F)	312	1 316	2 194	765	595	5 182
Nombre de salariés (milliers F)	417	1 634	3 197	1 666	2 584	9 498
Nombre de stagiaires*	34 595	213 959	971 582	801 264	1 340 518	3 361 918
Entreprises formatrices (en %)**	25,8	43,4	74,4	95,6	96,9	47,0
Taux d'accès*	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	35,5
Durée moyenne (h)*	36,8	34,7	33,2	37,6	42,3	38,0
Effort physique de formation (h)*	3,1	4,6	10,1	18,2	22,0	13,5

(*) Hors alternance

(**) Ayant eu au moins un stagiaires

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céréq

Tableau II.1.2.2 :
Répartition des stagiaires selon la CS et la nature de la formation
(plan de formation, CIF et alternance) en 1997

		Plan de formation (*)	C.I.F. (*)	Formation en alternance (**)	Ensemble	Taux d'accès à la formation
Ouvriers non qualifiés	nombre	175 790	937	9 645	186 372	17,95
	%	5	5	14	6	
Ouvriers qualifiés	nombre	712 167	4 749	15 723	732 639	28,2
	%	21	27	23	21	
Employés	nombre	861759	5430	31864	899053	31,87
	%	26	30	47	26	
Techniciens et agent de maîtrises	nombre	895 628	4 700	8 910	909 238	55,17
	%	27	26	13	27	
Ingénieurs et cadres	nombre	698 677	2 081	2 301	703 059	50,47
	%	21	12	3	20	
Ensemble	nombre	3 344 021	17 897	68 443	3 430 361	36,12
	%	100	100	100	100	

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

(*) Prise en charge employeurs et organismes paritaires agréés

(**) Au titre des contrats de qualification, d'orientation et d'adaptation

Tableau II.1.2.3 :
Taux d'accès à la formation par sexe et répartition des stagiaires par âge et sexe en 1997
(Plan de formation, C.I.F. et alternance)

	Moins de 25 ans	de 25 à 44 ans	45 ans et plus	Total	Taux d'accès
Hommes	6,4 58,3	39,8 64,7	18,5 66,8	64,6	37,0
Femmes	4,6 41,7	21,7 35,3	9,2 33,2	35,4	34,5
Ensemble	10,9 100	61,4 100	27,7 100	100	36,1

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.2.4 : Répartition des stagiaires et taux de stagiaires par sexe et taille d'entreprises
(Plan de formation, C.I.F. et alternance) en 1997**

	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	total
Homme (%)	58,2	63,3	63,3	62,2	67,4	64,6
Taux de stagiaires masculins	7,7	13,5	31,9	50,7	54,4	37,0
Femmes (%)	41,8	36,7	36,7	37,8	32,6	35,4
Taux de stagiaires féminins	10,7	14,1	29,6	46,2	49,6	34,5
Taux de stagiaires total	8,7	13,7	31,0	48,9	52,7	36,1

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.2.5
Les taux d'accès par CS selon les tailles d'entreprises en 1997
(en pourcentage, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	2,8	4,2	9,4	18,9	12,5	8,3
de 20 à 49 salariés	5,1	9,7	12,5	21,6	21,6	13,1
de 50 à 499 salariés	14,4	23,9	28,2	43,9	47,1	30,4
de 500 à 1999 salariés	21,1	36,8	45,1	65,0	66,7	48,3
2000 salariés et plus	28,6	45,8	43,7	70,5	65,6	51,9
Ensemble	17,0	27,6	30,8	54,8	50,5	35,5

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.2.6
La durée moyenne des stages par CS selon les tailles d'entreprises en 1997
(en heures, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	30,4	42,7	33,2	36,9	40,2	36,8
de 20 à 49 salariés	40,2	33,6	31,6	38,6	36,1	34,7
de 50 à 499 salariés	30,9	28,8	32,5	35,1	37,4	33,2
de 500 à 1999 salariés	28,0	31,4	36,4	42,1	40,2	37,6
2000 salariés et plus	38,5	50,9	29,8	43,6	46,8	42,3
Ensemble	34,0	38,8	32,4	40,9	41,4	38,0

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.2.7
L'effort physique de formation par CS selon les tailles d'entreprises en 1997
(en heures, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	0,9	1,8	3,1	7,0	5,0	3,1
de 20 à 49 salariés	2,1	3,3	4,0	8,3	7,8	4,6
de 50 à 499 salariés	4,5	6,9	9,1	15,4	17,6	10,1
de 500 à 1999 salariés	5,9	11,5	16,4	27,4	26,8	18,2
2000 salariés et plus	11,0	23,3	13,0	30,8	30,7	22,0
Ensemble	5,8	10,7	10,0	22,4	20,9	13,5

Source : Déclarations fiscales des employeurs n° 24-83 - Exploitation Céreq

II.1.3 – La FPC selon les secteurs d'activité (NAF 17 et NAF 60)

Tableau II.1.3.1 : Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF 17)
Année 1997

SECTEURS	nombre d'entreprises	nombre de salariés a	Dépenses (en milliers de frs)	Taux de partic. financ.	nombre de stagiaires* b	taux d'accès* b/a	heures de stage* c	Effort physique (en h) c/a	durée moy des stages(h)*
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1 447	59 234	167 175	4,20	16 327	27,6	706 403	11,93	43,27
02 PECHE, AQUACULTURE	49	2 414	2 187	1,59	61	2,5	4 890	2,03	80,16
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	499	46 605	378 093	4,21	20 608	44,2	905 837	19,44	43,96
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	31 108	3 020 495	13 676 792	2,93	1 089 663	36,1	40 304 791	13,34	36,99
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	192	196 769	3 036 192	7,72	105 610	53,7	5 950 524	30,24	56,34
06 CONSTRUCTION	11 910	558 346	1 167 277	1,70	104 086	18,6	2 875 655	5,15	27,63
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	23 655	1 535 867	4 384 345	2,33	440 474	28,7	11 347 797	7,39	25,76
08 HOTELS ET RESTAURANTS	3 982	234 919	467 972	2,05	49 692	21,2	1 185 758	5,05	23,86
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	6 510	755 824	5 715 867	5,15	347 251	45,9	17 635 754	23,33	50,79
10 ACTIVITES FINANCIERES	2 038	586 937	5 267 492	4,51	413 955	70,5	16 756 304	28,55	40,48
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	14 033	1 418 076	5 712 940	2,90	428 627	30,2	14 869 511	10,49	34,69
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	826	204 421	1 580 377	4,84	125 239	61,3	6 169 992	30,18	49,27
13 EDUCATION	2 275	113 239	379 054	2,71	24 281	21,4	1 107 026	9,78	45,59
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	5 502	467 945	1 113 578	2,12	117 403	25,1	5 294 755	11,31	45,10
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	4 474	297 341	1 011 160	2,60	86 589	29,1	2 972 987	10,00	34,33
TOUS SECTEURS	108 500	9 498 432	44 060 500	3,24	3 369 866	35,5	128 087 984	13,49	38,01

(*) Hors alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.2 : Données financières sur l'intensité et la modalité de la formation
selon les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1997**

Secteurs d'activité	TPF	Dépenses par tête (en F)	Formation interne		Conventions avec organismes de formation		Versements aux OPCA	
			%	rang	%	rang	%	rang
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	7,72	15 430	43,66	1	11,48	10	0,24	15
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	5,15	7 562	24,34	2	9,36	13	2,67	13
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,84	7 731	13,91	6	17,90	5	7,91	11
10 ACTIVITES FINANCIERES	4,51	8 975	19,57	5	19,26	4	1,96	14
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	4,21	8 113	20,87	3	15,90	7	7,11	12
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	4,20	2 822	19,91	4	4,66	15	41,29	2
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	2,93	4 527	10,12	9	23,48	2	12,44	10
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	2,90	4 028	9,56	10	23,57	1	12,95	9
13 EDUCATION	2,71	3 347	10,67	8	13,88	9	18,54	8
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	2,60	3 401	8,87	11	22,19	3	19,88	7
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,33	2 854	6,50	12	17,27	6	21,96	5
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	2,12	2 379	3,71	13	10,16	11	46,12	1
08 HOTELS ET RESTAURANTS	2,05	1 992	13,41	7	14,81	8	20,75	6
06 CONSTRUCTION	1,70	2 091	2,32	14	9,37	12	35,29	3
02 PECHE, AQUACULTURE	1,59	906	0,97	15	8,98	14	27,66	4

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableaux II.1.3.3 : Taux de participation financière
selon le secteur d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1997**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1,48	1,91	2,19	2,97	*	4,20
02 PECHE, AQUACULTURE	1,28	1,54	1,62	*	*	1,59
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,42	1,63	2,46	4,30	5,36	4,21
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	1,62	1,87	2,43	3,21	4,05	2,93
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	2,89	2,75	3,36	3,71	8,38	7,72
06 CONSTRUCTION	1,50	1,58	1,78	2,01	1,58	1,70
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUE	1,65	1,87	2,26	2,85	2,88	2,33
08 HOTELS ET RESTAURANTS	1,48	1,64	2,10	2,29	2,37	2,05
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,52	1,54	2,10	3,66	7,75	5,15
10 ACTIVITES FINANCIERES	2,82	2,09	3,49	4,99	4,82	4,51
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	1,91	2,25	3,01	3,55	2,87	2,90
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	2,96	3,34	4,73	4,82	5,61	4,84
13 EDUCATION	1,73	1,88	2,18	3,02	5,07	2,71
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	1,65	2,02	2,04	2,37	2,42	2,12
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	1,71	2,04	2,12	3,37	4,04	2,60
TOUS SECTEURS	1,69	1,90	2,52	3,47	4,73	3,24

(*) données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prises en compte dans le total)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.4 :Taux d'accès ** à la formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1997**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	3,6	11,2	16,0	38,2	*	27,6
02 PECHE, AQUACULTURE	0,0	4,0	2,4	*	*	2,5
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	5,2	9,2	35,2	50,1	62,0	44,2
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	7,2	13,4	30,7	48,1	55,1	36,1
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	22,1	31,1	34,2	73,1	53,3	53,7
06 CONSTRUCTION	2,8	5,7	21,8	42,5	37,2	18,6
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	8,2	13,6	28,5	44,1	41,0	28,7
08 HOTELS ET RESTAURANTS	2,5	7,2	25,4	31,9	30,5	21,2
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	4,7	10,2	29,7	48,6	69,5	45,9
10 ACTIVITES FINANCIERES	42,9	20,4	49,9	69,7	83,0	70,5
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	12,6	17,4	32,3	40,8	30,8	30,2
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	53,4	38,0	61,6	62,9	60,9	61,3
13 EDUCATION	13,2	12,5	17,6	29,0	56,0	21,4
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	15,6	18,6	25,0	31,0	28,3	25,1
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	14,5	15,4	23,8	47,7	55,4	29,1
TOUS SECTEURS	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	35,5

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

(**) Taux d'accès à la formation = nombre de stagiaires*100/nombre de salariés (non comprise la formation en alternance)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.5 : Taux d'accès à la formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle** et les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1997

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	12,0	18,4	30,9	69,9	27,7	27,6	5,9	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	0,0	1,2	3,7	0,0	8,3	2,5	.	IC	TAM
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	23,1	42,3	64,7	50,6	42,3	44,2	2,8	Emp	ONQ
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	20,6	28,5	33,8	54,7	53,9	36,1	2,7	TAM	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	32,0	45,3	52,3	56,5	60,1	53,7	1,9	IC	ONQ
06 CONSTRUCTION	10,4	14,6	18,6	31,9	32,3	18,6	3,1	IC	ONQ
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	9,1	23,5	25,5	41,7	41,7	28,7	4,6	IC	ONQ
08 HOTELS ET RESTAURANTS	6,8	10,8	16,6	58,1	50,4	21,2	8,6	TAM	ONQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	25,8	42,0	43,6	61,3	52,7	45,9	2,4	TAM	ONQ
10 ACTIVITES FINANCIERES	14,9	41,3	55,6	83,9	70,2	70,5	5,7	TAM	ONQ
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	16,4	24,9	25,7	46,1	45,9	30,2	2,8	TAM	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	14,0	24,3	59,7	65,5	71,5	61,3	5,1	IC	ONQ
13 EDUCATION	16,1	10,3	15,8	21,2	36,2	21,4	3,5	IC	OQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	11,1	19,2	24,5	36,0	38,5	25,1	3,5	IC	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	8,8	20,5	29,0	38,7	38,7	29,1	4,4	TAM	ONQ
TOUS SECTEURS	17,0	27,6	30,8	54,8	50,5	35,5	3,2	TAM	ONQ

(*) Les formations en alternances ne sont pas comprises dans ce taux

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1) = Catégorie la plus favorisée(2) / Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.6 : Durée moyenne des stages **
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1997

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	28,41	28,15	30,94	25,51	*	43,27
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	91,05	74,45	*	*	80,16
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	19,43	25,65	29,14	19,01	51,75	43,96
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	39,19	34,91	33,48	34,21	43,35	36,99
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	80,33	39,65	37,57	29,80	61,16	56,34
06 CONSTRUCTION	49,54	42,09	26,74	27,56	20,24	27,63
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	36,35	37,71	23,94	27,69	22,45	25,76
08 HOTELS ET RESTAURANTS	53,77	25,09	27,47	22,47	21,18	23,86
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	31,22	19,04	23,77	44,55	60,85	50,79
10 ACTIVITES FINANCIERES	43,09	33,99	37,85	48,55	36,50	40,48
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	31,91	33,51	36,24	36,69	32,43	34,69
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	24,71	43,40	49,42	45,62	59,60	49,27
13 EDUCATION	43,55	34,76	35,42	30,32	62,92	45,59
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	33,29	34,24	41,63	52,44	71,83	45,10
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	29,23	36,68	33,87	32,30	36,00	34,33
TOUS SECTEURS	36,79	34,72	33,22	37,58	42,30	38,01

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.7 : Durée moyenne* (en heures) des stages selon la qualification
et les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1997**

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	23,81	24,50	45,05	56,92	49,96	43,27	2,39	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	81,75	58,06	0,00	92,39	80,16	.	IC	TAM
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	137,50	39,70	34,46	37,19	40,87	43,96	3,99	ONQ	Emp
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	32,36	35,44	31,36	40,06	40,84	36,99	1,30	IC	Emp
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	23,27	57,82	41,40	61,91	52,41	56,34	2,66	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	29,11	28,38	31,21	26,60	24,59	27,63	1,27	Emp	IC
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	22,15	24,59	20,72	33,98	32,37	25,76	1,64	TAM	Emp
08 HOTELS ET RESTAURANTS	22,40	18,05	21,05	26,18	32,95	23,86	1,83	IC	OQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	75,34	59,95	30,06	47,97	56,22	50,79	2,51	ONQ	Emp
10 ACTIVITES FINANCIERES	61,56	61,01	45,76	37,57	40,40	40,48	1,64	ONQ	TAM
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	25,01	27,58	33,35	39,53	40,56	34,69	1,62	IC	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	66,12	65,72	46,24	50,82	55,63	49,27	1,43	ONQ	Emp
13 EDUCATION	71,01	32,28	36,41	35,00	57,34	45,59	2,20	ONQ	OQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	39,90	45,59	42,47	50,61	49,45	45,10	1,27	TAM	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	42,14	30,52	30,93	40,32	35,30	34,33	1,38	ONQ	OQ
TOUS SECTEURS	33,96	38,84	32,41	40,92	41,37	38,01	1,28	IC	Emp

(*) Les formations en alternance ne sont pas comprises dans ce taux

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1) = Catégorie la plus favorisée(2) / Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.8 : Effort physique de formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1997**

SECTEURS	en heures					TOTAL
	Taille des entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1,01	3,15	4,96	9,73	*	11,93
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	3,63	1,77	*	*	2,03
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,01	2,37	10,25	9,52	32,08	19,44
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	2,83	4,67	10,27	16,45	23,88	13,34
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	17,76	12,32	12,84	21,77	32,58	30,24
06 CONSTRUCTION	1,38	2,40	5,84	11,71	7,53	5,15
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,98	5,12	6,83	12,20	9,20	7,39
08 HOTELS ET RESTAURANTS	1,34	1,80	6,96	7,17	6,47	5,05
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,48	1,94	7,05	21,66	42,28	23,33
10 ACTIVITES FINANCIERES	18,50	6,94	18,90	33,85	30,31	28,55
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	4,03	5,84	11,69	14,98	9,98	10,49
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	13,20	16,49	30,43	28,71	36,27	30,18
13 EDUCATION	5,74	4,33	6,23	8,78	35,25	9,78
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	5,19	6,36	10,42	16,27	20,32	11,31
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	4,22	5,64	8,08	15,40	19,96	10,00
TOUS SECTEURS	3,06	4,56	10,11	18,17	21,97	13,49

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.9 : Effort physique de formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF17)**
Année 1997

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	2,85	4,52	13,93	39,77	13,83	11,93	13,97	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	0,00	0,99	2,15	0,00	7,64	2,03	.	IC	TAM
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	31,69	16,78	22,30	18,80	17,28	19,44	1,89	ONQ	OQ
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	6,66	10,09	10,60	21,92	22,02	13,34	3,31	IC	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	7,44	26,19	21,64	35,00	31,48	30,24	4,71	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	3,03	4,15	5,80	8,48	7,95	5,15	2,80	TAM	ONQ
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,02	5,79	5,28	14,15	13,51	7,39	7,01	TAM	ONQ
08 HOTELS ET RESTAURANTS	1,52	1,96	3,50	15,22	16,62	5,05	10,95	IC	ONQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	19,43	25,16	13,12	29,41	29,63	23,33	2,26	IC	Emp
10 ACTIVITES FINANCIERES	9,15	25,20	25,42	31,54	28,35	28,55	3,45	TAM	ONQ
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	4,10	6,87	8,56	18,24	18,61	10,49	4,54	IC	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	9,23	15,97	27,59	33,26	39,77	30,18	4,31	IC	ONQ
13 EDUCATION	11,45	3,33	5,74	7,42	20,77	9,78	6,23	IC	OQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	4,43	8,74	10,40	18,23	19,04	11,31	4,30	IC	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	3,69	6,25	8,96	15,62	13,65	10,00	4,23	TAM	ONQ
TOUS SECTEURS	5,79	10,73	9,99	22,42	20,88	13,49	3,87	TAM	ONQ

(*) Effort physique = nombre d'heures de stage / nombre de salariés (non comprises les formations en alternance)

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1) = catégorie la plus favorisée(2) / Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.10 : Entreprises ayant eu des stagiaires**
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1997

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	14,0	34,0	62,8	83,3	*	28,9
02 PECHE, AQUACULTURE	0,0	33,3	25,0	*	*	20,4
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	21,0	35,7	80,4	100,0	100,0	38,1
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	26,2	47,6	80,0	98,0	100,0	53,2
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	50,0	82,1	83,6	100,0	100,0	79,4
06 CONSTRUCTION	12,4	28,4	66,0	97,5	81,8	29,0
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	29,5	44,2	72,7	95,3	92,5	45,3
08 HOTELS ET RESTAURANTS	12,4	30,5	58,0	86,6	100,0	27,7
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	22,8	40,6	76,1	97,0	95,5	47,0
10 ACTIVITES FINANCIERES	58,9	59,8	83,7	98,1	100,0	72,0
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	31,6	46,6	70,8	89,8	93,7	49,8
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	75,0	70,9	93,2	100,0	100,0	88,3
13 EDUCATION	38,5	46,5	67,2	100,0	100,0	49,7
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	37,0	51,5	70,3	89,6	100,0	55,6
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	29,1	42,0	62,6	91,4	100,0	44,9
TOUS SECTEURS	25,8	43,4	74,4	95,6	96,9	47,0

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprise la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.11 : Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF60) - Année 1997

SECTEURS	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés a	Dépenses (milliers F)	TPF (%)	Nombre de stagiaires ** b	Taux d'accès (%) b/a	Heures de stage ** c	Effort physique de formation c/a	Durée moyenne des stages (h) **
01 AGRIC., SYLVIC., CHASSE	1 312	47 739	46 317	2,31	6 703	14,0	189 523	3,97	28,27
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	135	11 495	120 858	6,10	9 624	83,7	516 880	44,97	53,71
05 PECHE & AQUACULTURE	49	2 414	2 187	1,59	61	2,5	4 890	2,03	80,16
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	28	24 617	285 247	4,98	13 538	55,0	667 098	27,10	49,28
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	471	21 988	92 846	2,85	7 070	32,2	238 739	10,86	33,77
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	4 114	355 225	1 251 875	2,59	123 939	34,9	3 781 639	10,65	30,51
17 INDUSTRIE TEXTILE	1 528	116 184	302 503	2,17	26 356	22,7	1 104 178	9,50	41,89
18 HABILEMENT	1 426	82 886	173 604	1,92	9 404	11,3	490 897	5,92	52,20
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	474	39 769	85 739	1,89	6 170	15,5	323 952	8,15	52,50
20 TRAVAIL DU BOIS	1 382	55 497	119 228	1,87	7 396	13,3	297 698	5,36	40,25
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	776	86 252	329 144	2,47	29 874	34,6	961 466	11,15	32,18
22 EDITION & IMPRIMERIE	2 302	140 255	500 031	2,13	28 932	20,6	971 920	6,93	33,59
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	50	25 447	276 094	4,45	16 482	64,8	681 161	26,77	41,33
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	1 283	249 311	1 803 951	3,75	136 478	54,7	4 615 406	18,51	33,82
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1 700	179 447	692 840	2,80	62 972	35,1	2 297 249	12,80	36,48
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1 224	119 237	444 129	2,51	39 029	32,7	1 224 716	10,27	31,38
27 METALLURGIE	521	118 100	645 102	3,43	52 916	44,8	1 967 771	16,66	37,19
28 TRAVAIL DES METAUX	6 043	306 584	890 571	2,12	69 753	22,8	2 262 679	7,38	32,44
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2 788	264 934	1 102 592	2,65	96 163	36,3	3 367 842	12,71	35,02
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	106	41 304	507 696	5,10	28 312	68,5	1 165 966	28,23	41,18
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	842	132 682	656 799	3,19	54 151	40,8	2 031 886	15,31	37,52
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	626	101 473	672 158	3,84	51 787	51,0	2 089 115	20,59	40,34
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1 168	116 467	644 092	3,06	44 257	38,0	1 672 691	14,36	37,79
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	625	262 201	1 499 364	3,53	124 893	47,6	5 765 714	21,99	46,17
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	326	119 649	805 818	3,48	58 955	49,3	2 533 861	21,18	42,98
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1 472	94 951	245 951	2,06	20 348	21,4	666 203	7,02	32,74
37 RECUPERATION	332	12 640	23 452	1,48	1 096	8,7	30 781	2,44	28,08
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	116	161 844	2 825 545	8,61	83 667	51,7	5 454 038	33,70	65,19
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	76	34 925	210 647	3,24	21 943	62,8	496 486	14,22	22,63
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	11 910	558 346	1 167 282	1,70	104 086	18,6	2 875 655	5,15	27,63
50 REPARATION AUTOMOBILE	4 387	174 555	542 291	2,41	47 780	27,4	1 237 725	7,09	25,90
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	11 334	587 868	2 169 797	2,38	159 182	27,1	4 871 058	8,29	30,60
52 COMMERCE DE DETAIL	7 934	773 444	1 671 877	2,24	233 512	30,2	5 239 014	6,77	22,44
55 HOTELS & RESTAURANTS	3 982	234 919	467 973	2,05	49 692	21,2	1 185 758	5,05	23,86
60 TRANSPORTS TERRESTRES	4 650	474 662	3 433 986	5,25	214 875	45,3	11 714 269	24,68	54,52
61 TRANSPORTS MARITIMES	68	11 655	43 657	1,99	5 201	44,6	175 416	15,05	33,73
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	87	70 942	1 398 284	9,16	49 104	69,2	2 960 138	41,73	60,28
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1 530	170 016	617 512	2,64	61 145	36,0	2 243 819	13,20	36,70
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	175	28 549	222 429	4,56	16 926	59,3	542 112	18,99	32,03
65 BANQUES	931	384 452	3 844 080	4,81	314 948	81,9	12 448 400	32,38	39,53
66 ASSURANCES	603	166 979	1 170 697	4,11	87 241	52,2	3 628 949	21,73	41,60
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	504	35 506	252 715	3,02	11 766	33,1	678 955	19,12	57,70
70 IMMOBILIER	1 496	96 198	365 518	2,63	32 376	33,7	968 641	10,07	29,92
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	469	44 890	115 038	2,13	10 596	23,6	281 707	6,28	26,59
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	1 710	142 712	1 120 718	4,01	60 894	42,7	2 920 436	20,46	47,96
73 RECHERCHE	222	37 511	268 434	3,45	18 230	48,6	669 557	17,85	36,73
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	10 136	1 096 765	3 842 879	2,70	306 531	27,9	10 029 170	9,14	32,72
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	826	204 421	1 580 377	4,84	125 239	61,3	6 169 992	30,18	49,27
80 EDUCATION	2 275	113 239	379 054	2,71	24 281	21,4	1 107 026	9,78	45,59
85 SANTE & ACTION SOCIALE	5 502	467 945	1 113 402	2,12	117 403	25,1	5 294 755	11,31	45,10
90 SERVICES COLLECTIFS	324	39 783	94 050	1,92	8 291	20,8	242 523	6,10	29,25
91 SERVICES SOCIAUX	1 946	117 565	380 068	2,60	34 495	29,3	1 355 761	11,53	39,30
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1 576	113 421	477 819	2,86	39 049	34,4	1 242 509	10,95	31,82
93 SERVICES PERSONNELS	628	26 572	59 223	2,25	4 754	17,9	132 194	4,97	27,81
TOUS SECTEURS	108 500	9 498 432	44 055 539	3,24	3 369 866	35,5	128 087 984	13,49	38,01

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation C'éreq

**Tableau IL.1.3.12 : Données financières sur l'intensité et la modalité de la formation
selon les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1997**

Secteurs d'activité	TPF	Dépenses par tête (en F)	Formation interne		Conventions avec organismes de formation		Versements aux OPCA	
			%	rang	%	rang	%	rang
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	9,16	19 710	38,72	2	7,65	51	0,22	53
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	8,61	17 458	45,86	1	10,33	46	0,08	54
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	6,10	10 514	26,54	3	4,12	54	34,33	6
60 TRANSPORTS TERRESTRES	5,25	7 235	21,44	6	5,64	53	2,51	48
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	5,10	12 292	23,65	5	17,15	37	2,80	45
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	4,98	11 587	25,64	4	14,87	39	4,42	42
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,84	7 731	13,91	14	17,90	34	7,91	36
65 BANQUES	4,81	9 999	20,65	7	17,76	35	0,64	51
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,56	7 791	11,22	19	35,29	1	2,68	46
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	4,45	10 850	17,04	9	26,59	11	0,25	52
66 ASSURANCES	4,11	7 011	16,84	10	21,67	21	5,23	39
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	4,01	7 853	10,45	23	29,17	6	5,75	38
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,84	6 624	8,46	28	29,83	5	4,56	41
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,75	7 236	10,64	22	28,03	8	4,30	43
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,53	5 718	18,88	8	19,47	30	4,77	40
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,48	6 735	10,70	20	26,24	13	1,99	50
73 RECHERCHE	3,45	7 156	5,83	39	32,70	2	2,65	47
27 METALLURGIE	3,43	5 462	8,69	27	28,25	7	3,65	44
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	3,24	6 031	14,11	12	26,92	10	2,41	49
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,19	4 950	13,28	16	24,44	15	10,62	32
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	3,06	5 530	7,65	31	30,86	4	8,51	35
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,02	7 118	15,83	11	30,96	3	7,03	37
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,86	4 213	12,87	18	20,10	28	18,02	24
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,85	4 223	6,21	36	19,06	32	15,38	26
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,80	3 861	13,13	17	13,88	44	26,17	12
80 EDUCATION	2,71	3 347	10,67	21	13,88	43	18,54	23
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,70	3 504	9,93	24	21,44	23	14,72	28
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,65	4 162	7,60	32	26,58	12	13,13	31
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,64	3 632	13,94	13	23,79	16	8,56	34
70 IMMOBILIER	2,63	3 800	6,24	35	24,74	14	22,40	16
91 SERVICES SOCIAUX	2,60	3 233	5,20	43	23,75	17	23,26	15
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,59	3 524	5,23	42	21,02	25	22,09	18
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,51	3 725	7,18	33	21,64	22	13,25	30
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,47	3 816	5,60	41	22,52	20	21,41	19
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,41	3 107	4,05	46	17,75	36	14,69	29
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,38	3 691	6,01	37	19,75	29	22,18	17
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	2,31	970	2,61	50	6,07	52	59,44	1
93 SERVICES PERSONNELS	2,25	2 229	8,99	26	20,94	26	21,34	20
52 COMMERCE DE DETAIL	2,24	2 162	7,93	29	13,90	42	24,03	14
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,17	2 604	6,62	34	22,66	19	29,35	8
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,13	2 563	7,70	30	14,92	38	17,92	25
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,13	3 565	4,87	44	23,21	18	20,37	22
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,12	2 379	3,71	47	10,16	47	46,12	2
28 TRAVAIL DES METAUX	2,12	2 905	4,34	45	21,03	24	24,90	13
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,06	2 590	3,66	48	19,29	31	26,60	11
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,05	1 992	13,41	15	14,81	40	20,75	21
61 TRANSPORTS MARITIMES	1,99	3 746	5,85	38	20,29	27	10,42	33
90 SERVICES COLLECTIFS	1,92	2 364	3,33	49	27,33	9	14,73	27
18 HABILLEMENT	1,92	2 094	9,38	25	14,56	41	27,23	10
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,89	2 156	5,69	40	18,52	33	30,16	7
20 TRAVAIL DU BOIS	1,87	2 148	1,83	52	11,35	45	40,79	4
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,70	2 091	2,32	51	9,37	48	35,29	5
05 PECHE & AQUACULTURE	1,59	906	0,97	54	8,98	50	27,66	9
37 RECUPERATION	1,48	1 855	1,26	53	9,11	49	42,69	3

Source : Déclaration fiscale des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableaux II.1.3.13 : Taux de participation financière
selon le secteur d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1997**

en %

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,45	2,01	2,10	2,97	*	2,31
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	1,57	1,56	2,83	*	*	6,10
05 PECHE & AQUACULTURE	1,28	1,54	1,62	*	*	1,59
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	2,22	2,62	*	5,13	4,98
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,42	1,61	2,42	2,94	*	2,85
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	1,47	2,08	2,33	2,94	3,47	2,59
17 INDUSTRIE TEXTILE	1,58	1,68	2,32	2,25	2,42	2,17
18 HABILEMENT	1,44	1,85	1,91	2,32	*	1,92
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,39	1,52	1,77	2,74	*	1,89
20 TRAVAIL DU BOIS	1,50	1,59	2,14	*	*	1,87
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	1,29	1,64	2,29	3,10	*	2,47
22 EDITION & IMPRIMERIE	1,49	1,98	2,18	2,30	*	2,13
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	2,61	3,69	4,16	*	4,45
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	2,38	1,93	3,32	3,87	4,85	3,75
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1,45	1,62	2,35	2,93	4,08	2,80
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1,50	1,91	2,29	3,06	2,43	2,51
27 METALLURGIE	1,47	1,79	2,54	3,55	4,19	3,43
28 TRAVAIL DES METAUX	1,61	1,82	2,15	2,73	*	2,12
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,03	1,81	2,44	2,99	3,54	2,65
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	1,55	1,59	3,01	3,58	5,91	5,10
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	1,60	1,88	2,75	3,07	3,95	3,19
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	1,65	1,81	2,84	3,88	4,77	3,84
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1,70	1,99	2,51	3,61	3,86	3,06
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	1,64	3,96	2,42	3,39	3,72	3,53
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	4,65	1,59	2,38	3,11	3,80	3,48
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1,46	1,56	1,99	2,88	*	2,06
37 RECUPERATION	1,39	1,44	1,54	*	*	1,48
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	3,30	3,12	3,64	3,83	*	8,61
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	1,89	2,17	2,82	3,55	3,24	3,24
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,50	1,58	1,78	2,01	1,58	1,70
50 REPARATION AUTOMOBILE	1,78	2,31	2,41	3,04	3,37	2,41
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	1,67	1,85	2,41	3,13	3,89	2,38
52 COMMERCE DE DETAIL	1,51	1,61	1,85	2,38	2,71	2,24
55 HOTELS & RESTAURANTS	1,48	1,64	2,10	2,29	2,37	2,05
60 TRANSPORTS TERRESTRES	1,50	1,51	2,08	2,67	7,69	5,25
61 TRANSPORTS MARITIMES	1,57	1,09	1,79	2,38	*	1,99
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	1,50	*	3,78	6,99	9,96	9,16
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1,53	1,59	1,95	3,27	3,97	2,64
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	2,09	1,98	2,28	5,12	5,39	4,56
65 BANQUES	3,34	2,09	3,98	5,25	4,88	4,81
66 ASSURANCES	1,88	2,52	3,21	4,29	4,65	4,11
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	2,33	1,80	2,89	4,53	*	3,02
70 IMMOBILIER	1,68	2,11	2,67	3,39	*	2,63
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	1,57	1,54	1,71	3,32	*	2,13
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	3,44	2,29	4,08	4,67	5,05	4,01
73 RECHERCHE	1,83	1,65	3,48	3,50	*	3,45
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	1,81	2,31	2,80	3,23	2,69	2,70
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	2,96	3,34	4,73	4,82	5,61	4,84
80 EDUCATION	1,73	1,88	2,18	3,02	5,07	2,71
85 SANTE & ACTION SOCIALE	1,65	2,02	2,04	2,37	2,42	2,12
90 SERVICES COLLECTIFS	1,23	1,66	1,92	1,90	*	1,92
91 SERVICES SOCIAUX	1,68	2,35	2,42	3,03	3,51	2,60
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1,54	1,70	1,92	4,05	4,67	2,86
93 SERVICES PERSONNELS	2,13	2,28	1,71	3,00	*	2,25
TOUS SECTEURS	1,69	1,90	2,52	3,47	4,73	3,24

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prises en compte dans le total)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.14
Taux de participation financière et degré de concentration
des secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1997

SECTEURS	TPF		Degré de concentration	
	%	Rang	Effectif salarié moyen des entreprises	Rang
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	9,16	1	815	3
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	8,61	2	1395	1
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	6,10	3	85	31
60 TRANSPORTS TERRESTRES	5,25	4	102	24
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	5,10	5	390	8
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	4,98	6	879	2
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,84	7	247	11
65 BANQUES	4,81	8	413	7
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,56	9	163	16
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	4,45	10	509	4
66 ASSURANCES	4,11	11	277	10
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	4,01	12	83	34
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,84	13	162	17
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,75	14	194	13
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,53	15	420	6
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,48	16	367	9
73 RECHERCHE	3,45	17	169	15
27 METALLURGIE	3,43	18	227	12
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	3,24	19	460	5
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,19	20	158	18
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	3,06	21	100	25
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,02	22	70	37
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,86	23	72	36
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,85	24	47	49
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,80	25	106	23
80 EDUCATION	2,71	26	50	46
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,70	27	108	22
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,65	28	95	29
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,64	29	111	21
70 IMMOBILIER	2,63	30	64	39
91 SERVICES SOCIAUX	2,60	31	60	41
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,59	32	86	30
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,51	33	97	27
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,47	34	111	20
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,41	35	40	52
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,38	36	52	44
01 AGRIC., SYLVIC., CHASSE	2,31	37	36	54
93 SERVICES PERSONNELS	2,25	38	42	50
52 COMMERCE DE DETAIL	2,24	39	97	26
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,17	40	76	35
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,13	41	96	28
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,13	42	61	40
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,12	43	85	32
28 TRAVAIL DES METAUX	2,12	44	51	45
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,06	45	65	38
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,05	46	59	42
61 TRANSPORTS MARITIMES	1,99	47	171	14
90 SERVICES COLLECTIFS	1,92	48	123	19
18 HABILLEMENT	1,92	49	58	43
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,89	50	84	33
20 TRAVAIL DU BOIS	1,87	51	40	51
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,70	52	47	48
05 PECHE & AQUACULTURE	1,59	53	49	47
37 RECUPERATION	1,48	54	38	53

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.15 : Taux d'accès ** à la formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1997**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	3,4	11,3	15,0	38,2	*	14,0
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	5,6	10,2	28,1	*	*	83,7
05 PECHE & AQUACULTURE	0,0	4,0	2,4	*	*	2,5
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	49,0	37,1	*	55,9	55,0
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	3,9	7,6	34,9	47,0	*	32,2
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	8,6	19,4	32,1	48,8	48,5	34,9
17 INDUSTRIE TEXTILE	5,6	8,4	24,5	37,4	23,8	22,7
18 HABILLEMENT	0,8	6,3	12,6	24,4	*	11,3
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	2,0	1,4	15,6	33,8	*	15,5
20 TRAVAIL DU BOIS	2,7	5,6	21,8	*	*	13,3
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,5	7,5	32,4	53,1	*	34,6
22 EDITION & IMPRIMERIE	6,2	8,1	22,5	34,6	*	20,6
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	31,9	53,7	69,5	*	64,8
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	31,6	29,7	51,1	57,6	66,1	54,7
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	8,7	15,2	30,7	46,1	48,7	35,1
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	4,0	18,3	34,1	42,3	28,9	32,7
27 METALLURGIE	12,2	25,6	36,3	48,4	53,4	44,8
28 TRAVAIL DES METAUX	7,1	13,0	25,8	43,4	*	22,8
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	10,8	15,7	31,2	46,1	62,0	36,3
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	11,2	3,2	47,4	64,2	80,5	68,5
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	6,3	10,1	36,4	46,8	50,9	40,8
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	13,8	16,1	37,4	57,3	68,8	51,0
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	8,5	14,7	32,0	49,6	57,4	38,0
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	5,4	27,8	31,9	48,2	51,9	47,6
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	27,1	11,8	35,3	47,9	55,0	49,3
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1,8	6,7	22,3	42,7	*	21,4
37 RECUPERATION	0,5	9,0	10,3	*	*	8,7
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	22,4	26,6	38,7	77,9	*	51,7
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	21,4	37,5	25,5	66,2	69,2	62,8
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	2,8	5,7	21,8	42,5	37,2	18,6
50 REPARATION AUTOMOBILE	10,1	22,4	31,5	45,8	54,6	27,4
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	9,3	14,3	31,1	47,2	41,1	27,1
52 COMMERCE DE DETAIL	5,5	7,3	23,4	40,7	40,6	30,2
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,5	7,2	25,4	31,9	30,5	21,2
60 TRANSPORTS TERRESTRES	3,3	9,3	28,5	43,2	69,8	45,3
61 TRANSPORTS MARITIMES	14,1	3,9	21,0	81,6	*	44,6
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	37,9	*	44,8	25,0	76,3	69,2
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	8,0	12,6	30,9	48,9	51,1	36,0
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	9,2	14,5	36,0	60,2	82,4	59,3
65 BANQUES	60,1	26,1	64,3	74,3	93,6	81,9
66 ASSURANCES	17,9	20,9	45,1	55,5	57,3	52,2
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	26,4	12,7	26,7	81,9	*	33,1
70 IMMOBILIER	10,2	24,9	35,5	44,9	*	33,7
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	3,8	5,0	14,4	50,8	*	23,6
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	18,8	15,1	41,4	66,1	57,7	42,7
73 RECHERCHE	6,5	13,6	52,0	50,7	*	48,6
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	12,9	17,6	29,9	33,1	29,7	27,9
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	53,4	38,0	61,6	62,9	60,9	61,3
80 EDUCATION	13,2	12,5	17,6	29,0	56,0	21,4
85 SANTE & ACTION SOCIALE	15,6	18,6	25,0	31,0	28,3	25,1
90 SERVICES COLLECTIFS	13,4	11,2	17,2	30,5	*	20,8
91 SERVICES SOCIAUX	30,3	23,9	27,2	40,1	43,5	29,3
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	0,6	6,9	23,2	63,6	68,7	34,4
93 SERVICES PERSONNELS	7,9	12,0	21,8	26,2	*	17,9
TOUS SECTEURS	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	35,5

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

(**) Taux d'accès à la formation = nombre de stagiaires * 100 nombre de salariés (non comprise la formation en alternance)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.16 : Taux d'accès à la formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle** et les secteurs d'activité économique (NAF60)

Année 1997

en %

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC., SYLVIC., CHASSE	5,6	10,1	20,5	45,5	18,7	14,0	8,1	TAM	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	84,5	94,2	72,0	87,1	67,7	83,7	1,4	OQ	IC
05 PECHE & AQUACULTURE	0,0	1,2	3,7	0,0	8,3	2,5	.	IC	TAM
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	35,7	61,4	120,2	49,3	40,9	55,0	3,4	Emp	ONQ
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVE	1,5	29,3	35,0	53,0	47,4	32,2	34,9	TAM	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	24,7	30,6	27,0	56,5	59,0	34,9	2,4	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	15,6	16,8	27,9	38,5	42,7	22,7	2,7	IC	ONQ
18 HABILLEMENT	3,9	7,6	15,1	26,1	23,4	11,3	6,6	TAM	ONQ
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	7,2	15,0	22,0	29,6	31,0	15,5	4,3	IC	ONQ
20 TRAVAIL DU BOIS	8,2	11,5	18,7	27,6	22,1	13,3	3,4	TAM	ONQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	13,2	32,9	34,3	53,8	54,4	34,6	4,1	IC	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	5,3	15,4	22,3	26,9	30,6	20,6	5,7	IC	ONQ
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	11,2	52,2	52,5	71,2	67,6	64,8	6,4	TAM	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	32,2	45,4	44,2	64,8	67,5	54,7	2,1	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	22,5	28,7	35,2	56,6	55,9	35,1	2,5	TAM	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	21,1	28,1	39,0	48,7	49,5	32,7	2,4	IC	ONQ
27 METALLURGIE	19,2	38,1	43,1	62,3	67,4	44,8	3,5	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	10,2	19,7	27,4	37,5	34,4	22,8	3,7	TAM	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	30,5	27,8	36,0	48,3	48,5	36,3	1,7	IC	OQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	16,8	38,7	75,2	49,7	86,1	68,5	5,1	IC	ONQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	30,3	31,0	44,8	56,9	54,9	40,8	1,9	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	31,5	45,8	46,7	58,7	60,7	51,0	1,9	IC	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	10,8	25,9	29,9	49,0	52,7	38,0	4,9	IC	ONQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	30,3	41,8	41,3	75,1	62,9	47,6	2,5	TAM	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	19,8	37,0	47,7	56,2	59,8	49,3	3,0	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	15,8	16,9	23,4	35,3	38,9	21,4	2,5	IC	ONQ
37 RECUPERATION	4,7	9,1	8,1	20,8	10,9	8,7	4,5	TAM	ONQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	13,2	41,1	46,3	54,8	58,5	51,7	4,4	IC	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	37,6	58,8	59,7	76,8	71,8	62,8	2,0	TAM	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	10,4	14,6	18,6	31,9	32,3	18,6	3,1	IC	ONQ
50 REPARATION AUTOMOBILE	4,9	27,7	21,7	37,5	44,7	27,4	9,1	IC	ONQ
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	9,5	20,4	22,2	38,2	39,0	27,1	4,1	IC	ONQ
52 COMMERCE DE DETAIL	11,4	25,4	27,3	48,1	46,0	30,2	4,2	TAM	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	6,8	10,8	16,6	58,1	50,4	21,2	8,6	TAM	ONQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	24,6	44,3	42,8	62,1	44,8	45,3	2,5	TAM	ONQ
61 TRANSPORTS MARITIMES	1,8	19,5	57,8	50,6	56,3	44,6	31,5	Emp	ONQ
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	89,4	78,4	71,7	67,8	62,2	69,2	1,4	ONQ	IC
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	20,7	26,3	32,1	52,7	49,3	36,0	2,6	TAM	ONQ
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	25,1	34,8	44,6	80,7	72,1	59,3	3,2	TAM	ONQ
65 BANQUES	20,9	61,4	67,2	91,0	79,7	81,9	4,4	TAM	ONQ
66 ASSURANCES	6,5	12,1	48,9	54,1	59,8	52,2	9,2	IC	ONQ
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	6,3	5,6	23,8	56,6	34,8	33,1	10,2	TAM	OQ
70 IMMOBILIER	23,5	22,0	28,2	47,9	48,7	33,7	2,2	IC	OQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	10,7	14,8	29,5	32,6	32,9	23,6	3,1	IC	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	0,0	25,2	25,9	42,6	49,1	42,7	.	IC	ONQ
73 RECHERCHE	15,1	19,1	36,4	56,7	52,6	48,6	3,8	TAM	ONQ
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	16,2	25,5	24,8	46,4	43,4	27,9	2,9	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	14,0	24,3	59,7	65,5	71,5	61,3	5,1	IC	ONQ
80 EDUCATION	16,1	10,3	15,8	21,2	36,2	21,4	3,5	IC	OQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	11,1	19,2	24,5	36,0	38,5	25,1	3,5	IC	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	12,8	19,0	24,6	26,6	45,7	20,8	3,6	IC	ONQ
91 SERVICES SOCIAUX	7,6	21,6	26,4	38,6	39,1	29,3	5,2	IC	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	5,3	22,7	33,5	42,3	38,0	34,4	7,9	TAM	ONQ
93 SERVICES PERSONNELS	5,6	20,9	19,1	20,5	31,4	17,9	5,6	IC	ONQ
TOUS SECTEURS	17,0	27,6	30,8	54,8	50,5	35,5	3,2	TAM	ONQ

(*) Les formations en alternances ne sont pas comprises dans ce taux

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1) = Catégorie la plus favorisée (2) = Catégorie la moins favorisée (3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.17 : Durée moyenne des stages **
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1997

en heures

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	26,90	27,66	31,05	25,51	*	28,27
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	37,47	33,21	30,26	*	*	53,71
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	91,05	74,45	*	*	80,16
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	29,41	32,26	*	53,63	49,28
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	16,67	24,65	28,73	29,54	*	33,77
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	27,48	30,45	28,59	28,83	39,54	30,51
17 INDUSTRIE TEXTILE	32,59	31,88	48,08	31,75	42,90	41,89
18 HABILLEMENT	33,79	100,40	45,69	32,64	*	52,20
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	28,55	32,61	43,56	71,40	*	52,50
20 TRAVAIL DU BOIS	39,51	44,14	39,51	*	*	40,25
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	19,41	28,79	33,41	30,64	*	32,18
22 EDITION & IMPRIMERIE	22,68	40,28	34,34	31,50	*	33,59
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	36,46	37,42	40,50	*	41,33
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	16,38	30,50	31,12	34,25	38,39	33,82
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	53,65	26,39	33,59	29,64	46,69	36,48
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	23,50	20,53	27,18	35,71	38,81	31,38
27 METALLURGIE	33,33	22,23	29,80	39,16	41,46	37,19
28 TRAVAIL DES METAUX	48,38	34,87	32,03	28,35	*	32,44
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	70,88	28,47	35,24	35,02	35,12	35,02
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	12,22	57,57	29,48	34,30	45,09	41,18
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	52,44	43,67	34,00	34,86	41,51	37,52
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	33,93	63,50	45,41	41,45	36,34	40,34
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	30,81	32,82	35,78	35,17	42,55	37,79
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	50,61	59,96	31,00	39,11	49,01	46,17
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	34,29	21,43	28,55	40,66	45,94	42,98
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	27,22	27,34	33,85	32,33	*	32,74
37 RECUPERATION	38,57	25,76	29,75	*	*	28,08
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	94,56	41,55	39,83	31,11	*	65,19
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	41,21	37,74	31,08	27,60	20,22	22,63
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	49,54	42,09	26,74	27,56	20,24	27,63
50 REPARATION AUTOMOBILE	28,85	27,34	24,75	19,50	30,06	25,90
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	39,51	33,39	25,89	34,21	39,55	30,60
52 COMMERCE DE DETAIL	36,45	68,39	19,50	21,39	20,57	22,44
55 HOTELS & RESTAURANTS	53,77	25,09	27,47	22,47	21,18	23,86
60 TRANSPORTS TERRESTRES	40,59	19,03	23,14	27,30	65,03	54,52
61 TRANSPORTS MARITIMES	39,73	52,00	46,05	30,21	*	33,73
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	32,88	*	25,76	32,70	62,86	60,28
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	14,97	18,46	22,83	56,68	34,60	36,70
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	24,66	17,02	34,78	43,50	25,18	32,03
65 BANQUES	39,91	36,04	39,17	50,86	33,44	39,53
66 ASSURANCES	67,19	31,25	31,46	42,48	45,63	41,60
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	47,65	33,26	54,90	30,83	*	57,70
70 IMMOBILIER	31,39	27,01	29,12	32,78	*	29,92
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	20,07	21,90	50,15	22,12	*	26,59
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	76,98	40,13	48,43	40,79	63,40	47,96
73 RECHERCHE	33,23	23,79	31,96	41,26	*	36,73
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	26,04	33,92	34,09	36,61	30,44	32,72
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	24,71	43,40	49,42	45,62	59,60	49,27
80 EDUCATION	43,55	34,76	35,42	30,32	62,92	45,59
85 SANTE & ACTION SOCIALE	33,29	34,24	41,63	52,44	71,83	45,10
90 SERVICES COLLECTIFS	41,96	41,15	35,40	20,92	*	29,25
91 SERVICES SOCIAUX	27,81	35,92	37,76	38,13	50,87	39,30
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	17,67	36,47	29,23	33,98	31,02	31,82
93 SERVICES PERSONNELS	34,45	40,47	21,08	25,84	*	27,81
TOUS SECTEURS	36,79	34,72	33,22	37,58	42,30	38,01

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.18 : Durée moyenne* (en heures) des stages selon la qualification
et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1997**

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC., SYLVIC., CHASSE	24,42	25,27	26,81	33,18	30,69	28,27	1,36	TAM	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	23,36	23,75	65,41	65,68	73,73	53,71	3,16	IC	ONQ
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	81,75	58,06	0,00	92,39	80,16	.	IC	TAM
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	140,60	38,79	37,07	45,07	45,12	49,28	3,79	ONQ	Emp
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	12,29	40,99	29,67	23,34	27,09	33,77	3,34	OQ	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	27,93	28,53	26,59	32,14	38,28	30,51	1,44	IC	Emp
17 INDUSTRIE TEXTILE	48,91	46,35	31,06	41,98	37,26	41,89	1,57	ONQ	Emp
18 HABILLEMENT	108,40	89,50	26,87	34,68	32,74	52,20	4,03	ONQ	Emp
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	60,61	68,95	36,18	31,38	32,11	52,50	2,20	OQ	TAM
20 TRAVAIL DU BOIS	54,50	28,50	43,78	44,66	43,87	40,25	1,91	ONQ	OQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	26,10	28,72	28,81	41,92	36,12	32,18	1,61	TAM	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	30,82	37,70	31,86	30,27	32,41	33,59	1,25	OQ	TAM
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	18,13	40,28	35,94	40,39	46,28	41,33	2,55	IC	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	25,62	29,19	29,95	35,47	39,08	33,82	1,53	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	34,80	37,35	29,85	37,12	40,06	36,48	1,34	IC	Emp
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	24,56	31,35	27,07	35,60	34,66	31,38	1,45	TAM	ONQ
27 METALLURGIE	21,19	31,00	37,96	43,46	45,89	37,19	2,17	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	30,03	29,54	32,40	34,22	39,76	32,44	1,35	IC	OQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	23,72	33,67	31,48	39,18	39,96	35,02	1,68	IC	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	31,93	28,78	32,54	47,99	44,77	41,18	1,67	TAM	OQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	27,63	32,54	33,92	44,66	44,76	37,52	1,62	IC	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	25,30	47,51	29,14	43,41	39,80	40,34	1,88	OQ	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	58,31	26,47	31,72	40,18	41,89	37,79	2,20	ONQ	OQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	42,26	46,79	35,85	50,32	44,98	46,17	1,40	TAM	Emp
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	24,40	41,32	35,22	44,07	46,57	42,98	1,91	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	26,73	34,20	29,68	34,63	38,64	32,74	1,45	IC	ONQ
37 RECUPERATION	41,57	22,95	32,99	30,20	27,92	28,08	1,81	ONQ	OQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	71,00	73,06	61,88	66,30	57,29	65,19	1,28	OQ	IC
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	18,21	23,49	21,38	24,31	21,77	22,63	1,34	TAM	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	29,11	28,38	31,21	26,60	24,59	27,63	1,27	Emp	IC
50 REPARATION AUTOMOBILE	30,59	32,03	21,19	26,07	21,52	25,90	1,51	OQ	Emp
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	25,02	25,04	25,75	33,30	37,25	30,60	1,49	IC	ONQ
52 COMMERCE DE DETAIL	14,24	15,64	18,98	37,08	27,69	22,44	2,60	TAM	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	22,40	18,05	21,05	26,18	32,95	23,86	1,83	IC	OQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	86,29	64,24	21,58	55,45	33,15	54,52	4,00	ONQ	Emp
61 TRANSPORTS MARITIMES	56,82	76,62	18,16	22,07	45,51	33,73	4,22	OQ	Emp
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	89,83	43,80	51,55	47,89	101,90	60,28	2,33	IC	OQ
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	31,03	28,71	26,16	37,77	66,68	36,70	2,55	IC	Emp
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	12,31	9,22	34,29	32,00	34,14	32,03	3,72	Emp	OQ
65 BANQUES	63,63	60,30	45,28	37,01	40,17	39,53	1,72	ONQ	TAM
66 ASSURANCES	56,87	66,37	45,07	40,03	37,59	41,60	1,77	OQ	IC
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	21,00	41,00	60,13	51,50	60,18	57,70	2,87	IC	ONQ
70 IMMOBILIER	22,18	40,42	26,40	33,07	30,46	29,92	1,82	OQ	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	9,53	25,16	24,78	30,51	35,97	26,59	3,77	IC	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	0,00	42,45	54,30	51,60	45,99	47,96	.	Emp	ONQ
73 RECHERCHE	80,14	47,75	33,46	36,83	36,64	36,73	2,39	ONQ	Emp
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	25,32	26,91	32,77	38,59	39,10	32,72	1,54	IC	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	66,12	65,72	46,24	50,82	55,63	49,27	1,43	ONQ	Emp
80 EDUCATION	71,01	32,28	36,41	35,00	57,34	45,59	2,20	ONQ	OQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	39,90	45,59	42,47	50,61	49,45	45,10	1,27	TAM	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	26,20	29,21	25,32	39,02	29,58	29,25	1,54	TAM	Emp
91 SERVICES SOCIAUX	65,88	32,25	36,49	44,04	38,36	39,30	2,04	ONQ	OQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	56,92	39,17	27,53	36,81	33,66	31,82	2,07	ONQ	Emp
93 SERVICES PERSONNELS	44,17	23,75	24,65	45,13	28,97	27,81	1,90	TAM	OQ
TOUS SECTEURS	33,96	38,84	32,41	40,92	41,37	38,01	1,28	IC	Emp

(*) Durée moyenne des stages = nombre d'heures de stage / nombre de stagiaires (n.c. la formation en alternance)

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1) = Catégorie la plus favorisée (2) = Catégorie la moins favorisée (3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.19 : Effort physique de formation continue**
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.

Année 1997

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	0,90	3,12	4,66	9,73	*	3,97
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	2,08	3,39	8,50	*	*	44,97
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	3,63	1,77	*	*	2,03
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	14,42	11,98	*	29,98	27,10
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,65	1,87	10,03	13,89	*	10,86
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,35	5,90	9,16	14,08	19,16	10,65
17 INDUSTRIE TEXTILE	1,81	2,68	11,80	11,89	10,21	9,50
18 HABILLEMENT	0,29	6,33	5,75	7,97	*	5,92
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	0,57	0,47	6,81	24,10	*	8,15
20 TRAVAIL DU BOIS	1,06	2,49	8,62	*	*	5,36
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	0,48	2,15	10,81	16,27	*	11,15
22 EDITION & IMPRIMERIE	1,40	3,27	7,71	10,89	*	6,93
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	11,62	20,08	28,15	*	26,77
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	5,17	9,05	15,91	19,74	25,37	18,51
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	4,65	4,01	10,31	13,67	22,74	12,80
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	0,93	3,75	9,27	15,12	11,24	10,27
27 METALLURGIE	4,06	5,70	10,83	18,94	22,13	16,66
28 TRAVAIL DES METAUX	3,42	4,52	8,27	12,31	*	7,38
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	7,66	4,47	10,99	16,15	21,79	12,71
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	1,37	1,87	13,97	22,03	36,28	28,23
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,32	4,43	12,37	16,32	21,14	15,31
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	4,68	10,24	17,00	23,74	25,00	20,59
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	2,62	4,81	11,45	17,44	24,42	14,36
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	2,75	16,66	9,89	18,85	25,44	21,99
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	9,28	2,52	10,07	19,49	25,27	21,18
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	0,48	1,83	7,56	13,80	*	7,02
37 RECUPERATION	0,19	2,32	3,07	*	*	2,44
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	21,17	11,03	15,43	24,23	*	33,70
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	8,81	14,16	7,93	18,26	14,00	14,22
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,38	2,40	5,84	11,71	7,53	5,15
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,91	6,13	7,79	8,93	16,42	7,09
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	3,68	4,78	8,06	16,16	16,26	8,29
52 COMMERCE DE DETAIL	1,99	5,01	4,55	8,71	8,35	6,77
55 HOTELS & RESTAURANTS	1,34	1,80	6,96	7,17	6,47	5,05
60 TRANSPORTS TERRESTRES	1,35	1,77	6,59	11,78	45,40	24,68
61 TRANSPORTS MARITIMES	5,60	2,01	9,69	24,65	*	15,05
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	12,46	*	11,53	8,17	47,95	41,73
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1,19	2,32	7,06	27,71	17,68	13,20
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	2,28	2,46	12,50	26,18	20,75	18,99
65 BANQUES	24,00	9,42	25,17	37,78	31,30	32,38
66 ASSURANCES	12,00	6,54	14,17	23,58	26,16	21,73
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	12,58	4,21	14,68	25,25	*	19,12
70 IMMOBILIER	3,20	6,72	10,35	14,72	*	10,07
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	0,75	1,09	7,23	11,23	*	6,28
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	14,50	6,05	20,03	26,97	36,59	20,46
73 RECHERCHE	2,16	3,24	16,63	20,92	*	17,85
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	3,36	5,98	10,19	12,11	9,03	9,14
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	13,20	16,49	30,43	28,71	36,27	30,18
80 EDUCATION	5,74	4,33	6,23	8,78	35,25	9,78
85 SANTE & ACTION SOCIALE	5,19	6,36	10,42	16,27	20,32	11,31
90 SERVICES COLLECTIFS	5,63	4,62	6,08	6,38	*	6,10
91 SERVICES SOCIAUX	8,44	8,57	10,27	15,30	22,15	11,53
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	0,10	2,52	6,78	21,61	21,30	10,95
93 SERVICES PERSONNELS	2,71	4,88	4,59	6,76	*	4,97
TOUS SECTEURS	3,06	4,56	10,11	18,17	21,97	13,49

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

(**) Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau II.1.3.20 : Effort physique de formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF60)**
Année 1997

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,37	2,55	5,49	15,10	5,74	3,97	11,01	TAM	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	19,73	22,38	47,10	57,22	49,89	44,97	2,90	TAM	ONQ
05 PECHE & AQUACULTURE	0,00	0,99	2,15	0,00	7,64	2,03	.	IC	TAM
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	50,21	23,83	44,54	22,20	18,47	27,10	2,72	ONQ	IC
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,19	11,99	10,39	12,38	12,84	10,86	68,82	IC	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	6,90	8,72	7,18	18,16	22,57	10,65	3,27	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	7,62	7,77	8,66	16,14	15,93	9,50	2,12	TAM	ONQ
18 HABILLEMENT	4,27	6,77	4,06	9,06	7,66	5,92	2,23	TAM	Emp
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	4,37	10,34	7,96	9,30	9,95	8,15	2,37	OQ	ONQ
20 TRAVAIL DU BOIS	4,46	3,29	8,17	12,34	9,71	5,36	3,76	TAM	OQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	3,43	9,44	9,88	22,55	19,65	11,15	6,57	TAM	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	1,65	5,81	7,12	8,15	9,91	6,93	6,02	IC	ONQ
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	2,03	21,04	18,89	28,75	31,30	26,77	15,43	IC	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	8,24	13,27	13,25	22,97	26,37	18,51	3,20	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	7,84	10,71	10,52	20,99	22,41	12,80	2,86	IC	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	5,17	8,79	10,55	17,34	17,15	10,27	3,35	TAM	ONQ
27 METALLURGIE	4,08	11,82	16,36	27,10	30,92	16,66	7,58	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	3,07	5,83	8,88	12,82	13,66	7,38	4,45	IC	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	7,23	9,36	11,35	18,92	19,38	12,71	2,68	IC	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	5,36	11,14	24,48	23,87	38,55	28,23	7,20	IC	ONQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	8,38	10,08	15,20	25,39	24,59	15,31	3,03	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	7,98	21,77	13,62	25,50	24,16	20,59	3,20	TAM	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	6,33	6,86	9,47	19,67	22,08	14,36	3,49	IC	ONQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	12,82	19,58	14,82	37,78	28,31	21,99	2,95	TAM	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	4,84	15,28	16,82	24,77	27,85	21,18	5,76	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	4,22	5,80	6,96	12,23	15,04	7,02	3,56	IC	ONQ
37 RECUPERATION	1,94	2,08	2,66	6,28	3,05	2,44	3,23	TAM	ONQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	9,38	30,03	28,67	36,36	33,54	33,70	3,88	TAM	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	6,85	13,82	12,78	18,66	15,63	14,22	2,72	TAM	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	3,03	4,15	5,80	8,48	7,95	5,15	2,80	TAM	ONQ
50 REPARATION AUTOMOBILE	1,50	8,88	4,59	9,78	9,61	7,09	6,50	TAM	ONQ
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,37	5,10	5,72	12,71	14,53	8,29	6,13	IC	ONQ
52 COMMERCE DE DETAIL	1,62	3,98	5,18	17,85	12,75	6,77	11,04	TAM	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	1,52	1,96	3,50	15,22	16,62	5,05	10,95	IC	ONQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	21,22	28,49	9,24	34,43	14,85	24,68	3,73	TAM	Emp
61 TRANSPORTS MARITIMES	1,04	14,94	10,50	11,16	25,62	15,05	24,62	IC	ONQ
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	80,28	34,34	36,96	32,49	63,42	41,73	2,47	ONQ	TAM
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	6,42	7,55	8,40	19,92	32,90	13,20	5,13	IC	ONQ
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	3,09	3,21	15,31	25,83	24,62	18,99	8,36	TAM	ONQ
65 BANQUES	13,30	37,01	30,42	33,68	32,02	32,38	2,78	OQ	ONQ
66 ASSURANCES	3,68	8,01	22,05	21,67	22,49	21,73	6,11	IC	ONQ
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	1,31	2,28	14,30	29,15	20,93	19,12	22,21	TAM	ONQ
70 IMMOBILIER	5,22	8,89	7,43	15,83	14,83	10,07	3,03	TAM	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	1,02	3,71	7,31	9,96	11,84	6,28	11,60	IC	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	0,00	10,71	14,05	21,99	22,56	20,46	.	IC	ONQ
73 RECHERCHE	12,08	9,11	12,16	20,88	19,26	17,85	2,29	TAM	OQ
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	4,10	6,87	8,14	17,91	16,99	9,14	4,36	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	9,23	15,97	27,59	33,26	39,77	30,18	4,31	IC	ONQ
80 EDUCATION	11,45	3,33	5,74	7,42	20,77	9,78	6,23	IC	OQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	4,43	8,74	10,40	18,23	19,04	11,31	4,30	IC	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	3,35	5,55	6,23	10,39	13,53	6,10	4,04	IC	ONQ
91 SERVICES SOCIAUX	5,00	6,96	9,65	17,01	14,98	11,53	3,40	TAM	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	3,04	8,88	9,22	15,59	12,78	10,95	5,13	TAM	ONQ
93 SERVICES PERSONNELS	2,47	4,96	4,71	9,26	9,08	4,97	3,76	TAM	ONQ
TOUS SECTEURS	5,79	10,73	9,99	22,42	20,88	13,49	3,87	TAM	ONQ

(*) Effort physique = nombre d'heures de stage / nombre de salariés (non comprises les formations en alternance)

(**) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

(1) = catégorie la plus favorisée(2) / Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau II.1.3.21 : Répartition des stagiaires* selon le sexe, l'âge
et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1997**

SECTEURS	(en %)							
	- de 25 ans		de 25 à 44 ans		45 ans et +		TOTAL	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	11,2	6,2	43,9	20,5	13,5	4,6	68,7	31,3
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	3,6	0,6	50,8	10,0	30,1	4,9	84,5	15,5
05 PECHE & AQUACULTURE	0,0	0,0	53,2	17,7	19,4	9,7	72,6	27,4
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	0,3	0,3	59,1	9,1	25,8	5,4	85,2	14,8
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,1	0,8	49,6	5,1	38,9	3,5	90,6	9,4
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	7,9	3,9	44,2	19,8	17,2	7,0	69,3	30,7
17 INDUSTRIE TEXTILE	5,0	4,3	41,4	19,9	16,2	13,3	62,5	37,5
18 HABILLEMENT	2,2	8,4	14,2	49,8	5,8	19,7	22,2	77,8
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	3,8	2,8	27,7	37,7	12,3	15,7	43,8	56,2
20 TRAVAIL DU BOIS	14,8	3,2	52,6	9,7	16,3	3,4	83,8	16,3
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	8,0	1,9	48,3	12,2	23,9	5,6	80,3	19,8
22 EDITION & IMPRIMERIE	4,5	3,5	35,8	26,9	19,1	10,3	59,3	40,7
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	5,1	1,7	44,3	10,3	31,5	7,1	80,9	19,1
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,4	2,7	36,8	24,2	21,8	11,1	62,0	38,0
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	6,1	2,7	50,1	13,8	21,4	5,9	77,6	22,4
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	7,7	1,7	49,1	8,6	28,5	4,5	85,2	14,8
27 METALLURGIE	4,4	0,9	47,3	6,7	36,7	4,0	88,5	11,5
28 TRAVAIL DES METAUX	7,7	1,7	54,4	9,8	22,4	4,1	84,5	15,5
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	6,2	1,4	48,5	13,0	24,4	6,4	79,1	20,9
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	9,8	6,0	38,0	13,4	26,0	6,9	73,7	26,3
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	4,3	2,4	43,0	19,7	20,1	10,5	67,4	32,6
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	6,2	4,4	42,7	20,8	16,0	9,9	64,9	35,1
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	3,0	1,8	48,1	16,6	22,6	7,9	73,7	26,3
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	5,2	1,2	48,9	7,6	32,6	4,5	86,6	13,4
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	10,3	0,8	46,3	9,0	29,4	4,2	86,0	14,0
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	6,1	2,4	48,7	19,6	16,3	7,0	71,0	29,0
37 RECUPERATION	8,6	2,8	58,3	9,3	17,7	3,3	84,5	15,5
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	2,8	1,1	57,2	11,7	22,1	5,1	82,1	17,9
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	5,6	1,1	50,0	11,6	25,0	6,7	80,6	19,4
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	9,4	1,8	52,8	5,9	27,2	2,9	89,4	10,6
50 REPARATION AUTOMOBILE	9,0	2,1	57,7	7,6	20,7	3,0	87,3	12,7
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	6,8	3,7	46,5	19,6	17,0	6,5	70,2	29,8
52 COMMERCE DE DETAIL	9,5	14,6	30,2	31,7	5,6	8,3	45,4	54,6
55 HOTELS & RESTAURANTS	11,4	14,0	36,9	23,3	8,3	6,1	56,6	43,4
60 TRANSPORTS TERRESTRES	7,0	2,1	55,6	9,3	23,2	2,9	85,7	14,3
61 TRANSPORTS MARITIMES	5,1	7,6	45,4	18,8	16,2	7,0	66,6	33,4
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	4,7	6,3	36,2	25,5	18,0	9,3	58,8	41,2
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	10,1	6,0	39,7	19,4	18,5	6,3	68,3	31,7
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,3	5,5	53,5	25,3	9,4	2,1	67,1	32,9
65 BANQUES	1,9	3,9	28,0	29,0	20,9	16,3	50,9	49,1
66 ASSURANCES	2,0	3,6	28,5	35,6	14,3	16,0	44,9	55,1
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	6,0	10,0	28,8	30,8	12,4	12,0	47,3	52,7
70 IMMOBILIER	3,4	4,5	30,4	28,8	18,9	14,1	52,7	47,3
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	6,5	7,4	44,5	22,1	14,1	5,4	65,1	34,9
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	5,7	3,2	50,8	18,1	16,5	5,7	73,0	27,0
73 RECHERCHE	2,7	2,7	37,2	28,6	19,3	9,5	59,2	40,8
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	13,8	7,2	37,6	23,6	12,0	5,8	63,4	36,6
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	0,9	2,9	13,4	42,0	11,6	29,2	26,0	74,1
80 EDUCATION	2,6	2,6	28,7	30,6	20,6	15,0	51,8	48,2
85 SANTE & ACTION SOCIALE	1,8	6,1	14,3	47,6	8,3	22,0	24,3	75,7
90 SERVICES COLLECTIFS	7,5	1,5	61,7	9,3	17,6	2,4	86,9	13,2
91 SERVICES SOCIAUX	2,7	6,6	22,2	38,2	12,4	17,9	37,3	62,7
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	8,0	11,2	33,3	25,7	13,4	8,5	54,6	45,4
93 SERVICES PERSONNELS	3,8	11,7	23,3	41,2	7,6	12,4	34,8	65,2
TOUS SECTEURS	6,4	4,6	39,8	21,7	18,5	9,2	64,6	35,4

(*) Y compris les bénéficiaires de la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Partie II.2 : Evolution de la formation professionnelle continue en longue période (1974-1997)

- II.2.1 - Evolution de la FPC par taille d'entreprises
(1974-1997)**
- II.2.2 - Evolution de la FPC par catégorie
socioprofessionnelle (1984-1997)**

II.2.1 – Evolution de la FPC par taille d'entreprises (1974-1997)

**Tableau II.2.1.1 : Evolution du taux de participation financière par
taille d'entreprises (1974-1997)**

Année	Taille d'entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	0,66	0,86	1,14	1,45	2,59	1,63
1975	0,7	0,89	1,17	1,49	2,53	1,63
1976	0,71	0,88	1,17	1,5	2,5	1,62
1977	0,82	0,97	1,28	1,61	2,73	1,76
1978	0,86	1,03	1,28	1,66	2,83	1,82
1979	0,95	1,06	1,3	1,64	2,86	1,84
1980	0,96	1,09	1,32	1,72	2,78	1,83
1981	0,98	1,09	1,32	1,74	2,91	1,88
1982	1	1,1	1,35	1,81	3,06	1,97
1983	1,1	1,17	1,47	1,94	3,36	2,14
1984	1,13	1,2	1,46	2,02	3,47	2,17
1985	1,14	1,2	1,51	2,12	3,62	2,24
1986	1,15	1,22	1,54	2,24	3,81	2,33
1987	1,3	1,36	1,72	2,44	4,05	2,51
1988	1,34	1,42	1,88	2,71	4,43	2,74
1989	1,31	1,43	2,02	2,92	4,67	2,89
1990	1,29	1,46	2,17	3,19	4,99	3,1
1991	1,26	1,53	2,28	3,33	5,12	3,2
1992	1,5	1,63	2,33	3,45	5,16	3,26
1993	1,61	1,8	2,5	3,57	5,14	3,29
1994	1,61	1,85	2,48	3,51	5,06	3,27
1995	1,68	1,81	2,54	3,5	4,9	3,26
1996	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	3,25
1997	1,69	1,9	2,52	3,47	4,73	3,24

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

Tableau II.2.1.2 : Evolution du taux d'accès selon la taille des entreprises hors alternance (1974-1997)

en %

Année	Taille des entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	3,5	5,9	12,1	18,1	29,5	17,1
1975	3,6	6,1	13,5	19,5	29,1	17,6
1976	3,6	5,8	13,4	19,8	28,6	17,4
1977	3,4	5,6	13,6	20,1	29,6	17,7
1978	3	5,3	12,6	20,1	30,7	17,6
1979	3,4	5,6	12,6	20,4	31,8	18
1980	3	5,4	12,8	21	30	17,5
1981	3,4	5,3	13,1	21,8	32,3	18,4
1982	3,5	5,4	12,8	21,9	33,6	18,9
1983	6,3	7,8	14,9	23,4	37,3	21,5
1984	6,6	8,6	16,1	24,9	38,2	22,3
1985	6	8,5	16,3	26,8	39,5	23
1986	6,2	8,9	17,8	28,5	42,6	24,7
1987	6,8	9,5	19,2	30,9	44,5	26,2
1988	7,9	10,7	20,9	33,9	49,3	29,2
1989	7,3	10	22	36,1	50,7	30,1
1990	7,3	10,7	23,5	38,6	52,8	31,8
1991	7,3	11,4	25,4	39	52,1	32,3
1992	7,1	11,2	25,4	41,6	53,5	32,9
1993	7,8	10,7	27,4	44,1	53,1	33,2
1994	7,1	11	27,8	45,7	55,1	33,9
1995	8,1	12,3	30,7	45,1	49,7	34,3
1996	8,7	12,9	29,9	47,3	52,8	35
1997	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	35,5

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

Tableau II.2.1.3 : Evolution de l'effort physique de formation selon la taille des entreprises hors alternance (1974-1997)

en heures

Année	Taille des entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	1,5	2,7	6,3	10,3	20,7	10,6
1975	1,5	2,7	6,5	10,7	20,1	10,6
1976	1,5	2,5	6,2	10,7	19,7	10,3
1977	1,6	2,6	6,3	10,3	19,5	10,1
1978	1,4	2,5	5,8	10,1	19,6	10,0
1979	1,6	2,6	5,8	9,8	19,7	9,9
1980	1,5	2,4	5,9	10,1	18,3	9,5
1981	1,5	2,4	5,9	10,2	20,0	9,9
1982	1,5	2,4	6,0	10,5	20,5	10,2
1983	2,5	3,3	6,7	11,7	21,3	11,2
1984	2,8	3,6	7,1	12,5	21,8	11,4
1985	2,5	3,7	7,3	12,6	22,9	12,0
1986	2,7	3,6	7,5	13,1	23,4	12,1
1987	2,9	3,9	8,1	13,6	24,0	12,6
1988	3,3	4,3	8,6	14,6	26,1	13,7
1989	3,0	4,3	9,0	15,9	27,4	14,4
1990	2,9	4,2	9,9	17,0	28,5	15,3
1991	2,8	4,3	10,4	17,6	29,2	15,8
1992	3,0	4,4	10,4	18,3	28,9	15,8
1993	3,3	4,5	10,7	18,5	27,6	14,9
1994	2,8	4,5	10,6	18,7	27,6	14,9
1995	3,3	4,7	11,2	18,0	24,5	14,4
1996	3,2	4,5	10,5	18,2	24,2	14,0
1997	3,1	4,5	10,1	18,2	22,0	13,5

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

**Tableau II.2.1.4 : Evolution de la durée moyenne des stages
(1974-1997)**

Année	Taille d'entreprises					Ensemble
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	
1974	43	46	52	57	70	62
1975	43	44	48	55	69	60
1976	43	43	46	54	69	59
1977	48	46	46	51	66	57
1978	47	48	46	50	64	57
1979	47	47	46	48	62	55
1980	50	45	46	48	61	54
1981	45	46	45	47	62	54
1982	44	44	47	48	61	54
1983	40	42	45	50	57	52
1984	43	42	44	50	57	51
1985	42	44	45	47	58	52
1986	44	40	42	46	55	49
1987	43	41	42	44	54	48
1988	42	40	41	43	53	47
1989	41	43	41	44	54	48
1990	40	39	42	44	54	48
1991	39	38	41	45	56	49
1992	42	39	41	44	54	48
1993	42	42	39	42	52	45
1994	40	41	38	41	50	44
1995	41	38	37	40	49	42
1996	37	35	35	38	46	40
1997	37	35	33	38	42	38

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

II.2.2 – Evolution de la FPC par catégorie socioprofessionnelle (1984-1997)

**Tableau II.2.2.1 : Evolution du taux d'accès par CS* (1984-1997)
hors alternance**

en %

Année	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Ensemble
1984	10,0	18,0	20,4	37,1	34,9	22,3
1985	10,0	17,8	21,3	38,1	35,8	23,0
1986	10,3	19,3	22,3	41,0	38,5	24,7
1987	10,8	20,0	23,9	43,5	41,0	26,2
1988	12,3	21,2	26,8	48,9	45,4	29,2
1989	12,5	22,1	27,2	50,7	46,9	30,1
1990	12,7	24,5	28,5	52,3	46,6	31,8
1991	13,3	25,4	28,7	52,0	48,4	32,3
1992	14,6	25,2	29,2	53,0	48,3	33,0
1993	14,4	25,8	29,3	52,1	48,4	33,2
1994	16,0	25,9	29,5	53,2	49,7	33,9
1995	17,4	26,3	29,9	51,4	49,5	34,1
1996	16,6	27,4	30,5	53,9	50,2	35,0
1997	17,0	27,6	30,8	54,8	50,5	35,5

(*) Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp),
Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83-Exploitation Céreq

Tableau II.2.2.2 : Evolution de l'effort physique de formation par CSP* (1984-1997) hors alternance

Année	en heures					
	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Ensemble
1984	6,0	10,0	10,0	20,0	16,0	11,0
1985	6,0	10,0	10,0	21,0	18,0	12,0
1986	6,0	10,0	10,0	21,0	18,0	12,0
1987	6,0	10,0	11,0	22,0	19,0	13,0
1988	6,0	10,0	12,0	24,0	21,0	14,0
1989	6,0	11,0	12,0	25,0	22,0	14,0
1990	6,7	12,2	12,2	26,3	21,5	15,2
1991	6,6	13,1	12,4	27,1	22,9	15,7
1992	6,7	12,9	12,5	26,6	22,7	15,7
1993	6,3	12,6	11,7	25,4	21,7	15,1
1994	6,4	12,0	12,4	23,9	21,1	14,8
1995	6,7	11,3	11,1	21,3	23,9	14,4
1996	6,3	11,3	10,7	20,5	23,4	14,0
1997	5,8	10,7	10,0	20,9	22,4	13,5

(*) *Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)*

Source : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq

Tableau II.2.2.3 : Evolution de la durée moyenne de formation par CSP* (1984-1997) hors alternance

Année	en heures					
	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Ensemble
1984	56	54	48	54	47	51
1985	61	55	47	54	49	52
1986	54	51	45	52	47	49
1987	54	50	45	50	46	48
1988	51	49	44	50	46	47
1989	50	51	44	50	46	48
1990	53	50	43	50	46	48
1991	50	52	43	52	47	49
1992	46	51	43	50	47	48
1993	44	49	40	49	45	45
1994	40	46	42	45	42	44
1995	38	43	37	47	43	42
1996	38	41	35	44	41	40
1997	34	39	32	41	41	38

(*) *Ouvriers non qualifiés (ONQ), Ouvriers qualifiés (OQ), Employés (Emp), Techniciens et Agents de Maîtrise (TAM), Ingénieurs et Cadres (IC)*
Sources : Déclarations fiscales des employeurs n°24-83 -Exploitation Céreq



Annexes

Annexe I – Aspects méthodologiques

**Annexe II - Fac-similé de la déclaration fiscale n°24-83 –
Année 1997**

Annexe I

Les aspects méthodologiques

Le dispositif statistique a été mis en place dès 1972. Cette date correspond à la première remontée des déclarations fiscales des employeurs (déclaration n°24-83). Elle fait suite à l'application de la loi fondatrice du 16 juillet 1971 qui rend obligatoire la participation des employeurs de plus de 10 salariés au financement de la FPC.

Les travaux de collecte et de saisie sont réalisés par les Services Régionaux de Contrôle de la Formation Professionnelle (SRC) et le Groupe National de Contrôle de la formation professionnelle (GNC) en collaboration avec le CEREQ. En outre, le CEREQ exploite et met en cohérence les données statistiques issues de la déclaration fiscale 24-83.

1 - Le champ de la statistique

L'unité d'investigation statistique de la déclaration 24-83 est l'entreprise ayant 10 salariés et plus, assujettie à l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle continue (Art. L. 950 -1 et L. 951-1 à L. 951-13 du Code du Travail).

Le champ de l'enquête concerne toutes les entreprises employant 10 salariés et plus (y compris les entreprises relevant du régime général de Sécurité Sociale) quelle que soit leur forme juridique (individuelle, société commerciale, association,...) et quelle que soit leur activité (agricole, industrielle, de services,...). L'obligation de participer recouvre également les sociétés nationales et les établissements publics à caractère industriel ou commercial tels que EDF-GDF, SEITA,...et les établissements à caractère administratif ne relevant pas d'une collectivité publique (exemple : Office national interprofessionnel des céréales).

En revanche, les employeurs dispensés de l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle sont l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur public hospitalier, les établissements publics à caractère administratif relevant d'une collectivité publique (exemples: la Caisse Nationale d'Epargne, la Caisse Nationale d'allocations familiales, certains hospices, les établissements départementaux ou communaux comme les hôpitaux , ...).

Les entreprises qui atteignent ou dépassent le seuil de dix salariés constituent des cas particuliers; elles bénéficient d'exonérations pendant trois ans, puis des réductions dégressives sur le montant normalement dû de la participation.

2 - L'échantillonnage

Les statistiques incluses dans ce rapport sur l'année 1997 ont été produites sur la base d'un échantillon allégé d'environ 16 000 entreprises.

Ce dernier est construit de la manière suivante : pour chaque région et chaque classe de taille d'entreprises, il est appliqué un taux de sondage spécifique suivant :

Plan de sondage (année 1997)

Taille de l'entreprise	Taux de sondage et régions concernées
Classe 1 : 10 à 19 salariés	Corse : 2/3
	Autres régions : 1/20
Classe 2 : 20 à 49 salariés	Corse : 1/2
	Autres régions : 1/20
Classe 3 : 50 à 499 salariés	Corse exhaustif
	Autres régions : 1/ 2,5
Classes 4 et 5 : 500 salariés et plus	Ensemble des régions : exhaustif

Ce tirage est effectué au fur et à mesure de la saisie. Chaque déclaration est signalée comme appartenant ou n'appartenant pas à l'échantillon.

La nomenclature des activités économiques utilisée est la « Nomenclature d'activités Françaises » (NAF 1993).

La méthode permet d'obtenir la représentativité sectorielle et régionale de l'échantillon dès la première phase de l'enquête, ce qui améliore considérablement les délais de production des statistiques.

3 - Le champ couvert par l'enquête et le redressement

La comparaison entre le fichier des déclarations fiscales n°24-83 et le fichier de la Direction Générale des Impôts montre qu'un écart existe entre le nombre d'entreprises théoriquement assujetties au « 1,5 % » et le nombre des entreprises présentes dans les fichiers du Céreq et des SRC.

Ainsi, sur l'ensemble du champ sectoriel couvert par le « 1,5 % », les services fiscaux annoncent un effectif théorique de 154 100 entreprises assujetties en 1992 alors que le Céreq n'en connaît que 104 300 pour la même année.

Il en résulte une sous-estimation globale de l'effort absolu des entreprises françaises en matière de FPC. Afin de remédier à cette distorsion, le Céreq utilise le fichier constitué par l'INSEE à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour l'année 1997. Cette source est exhaustive mais elle couvre un champ différent de celui des entreprises assujetties au « 1,5% ». Par exemple, les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture n'entrent pas dans le champ de la DADS, alors que les collectivités territoriales, les hôpitaux publics, les établissements publics locaux et les entreprises de moins de 10 salariés y figurent, tout en étant exclus de la 24-83. De plus, il s'agit, contrairement à la déclaration fiscale n°24-83, d'une déclaration remplie par les établissements.

De ce fait, un certain nombre de filtres ont dû être mis en place. Ces filtres visent à rapprocher les deux champs, et permettent d'améliorer certains groupes de strates.

En revanche, cette convergence n'a pu être complètement assurée puisque des problèmes de cohérence subsistent entre la DADS et la 24-83 et certaines différences de concepts apparaissent irréductibles entre les deux sources : effectifs salariés erronés, inclusion des jeunes en apprentissage ou en contrat de formation en alternance, identification imprécise des organismes de droit public dans le secteur sanitaire et social dans la DADS. Des arbitrages ont donc été rendus visant un compromis raisonnable entre le champ de la source Céreq et celui de la source INSEE, comme suit :

- Entreprises de 2000 salariés et plus : on retient le fichier des 24-83.
- Entreprises de 1000 à 1999 salariés : pour chaque secteur, on retient la source DADS, excepté pour les secteurs en NAF 17, 23, 70 et 85 (source 24-83).
- Entreprises de 20 à 999 salariés : source DADS.
- Entreprises de 10 à 19 salariés : source 24-83.

Du fait de l'usage de cette source externe, 117 414 entreprises avaient pu être estimées en 1993, 112 875 en 1996 et 108 500 en 1997.

Une différence persiste entre les chiffres de la DGI (154 000 entreprises) et ceux obtenus après l'utilisation de la source externe. Cette différence provient des entreprises de taille 1. L'utilisation des entreprises de taille 1 (10-19 salariés) présentes dans la DADS nous aurait donné un effectif double d'entreprises dans cette classe (soit un peu plus de 70 000). Le choix de garder la source 24-83 provient des indéterminations inhérentes aux effets de seuil. Cette classe n'est en réalité pas très bien définie au regard du seuil des 10 salariés. Les définitions de l'effectif salarié dans la DADS divergeant de celles de la 24-83, il est apparu raisonnable de s'en tenir aux effectifs d'entreprises connus. En outre, compte tenu des modalités d'assujettissements complexes au « 1,5% » des entreprises franchissant le seuil des 10 salariés, les estimations de l'effort de formation de la classe auraient certainement été biaisées.

Les redressements sont opérés par la méthode du ratio¹. La qualité du redressement par cette méthode est meilleure que celle utilisant l'inverse du taux de sondage, qui prévalait jusqu'alors car la corrélation entre les variables de redressement et les variables redressées est positive, et forte pour certaines variables. Trois variables de redressements (disponibles dans la source DADS 1997) sont utilisées :

- le nombre d'entreprises;
- le nombre de salariés;
- la masse salariale.

Les résultats présentés dans ce rapport utilisent la source DADS de 1997 pour opérer les redressements de l'année 1997.

¹ La méthode consiste à estimer Y_i en fonction d'une variable X_i connue à laquelle on affecte un ratio :

$$Y_i = R X_i + U_i$$

Si la corrélation entre la variable d'estimation et la variable estimée est bonne, alors $\sum_i U_i = 0$, avec $i=1..N$

$$R = \frac{\bar{Y}}{\bar{X}}. \text{ Dans ce cas, l'estimation de la moyenne de Y par le ratio peut s'écrire : } \hat{Y}_R = \bar{y} \left(\frac{\bar{X}}{\bar{x}} \right)$$

Annexe II

Fac-similé de la déclaration fiscale n°24-83 – Année 1997



N° 10254 * 02

Formulaire obligatoire
en vertu des art. 235 n°1
et 235 n°2 du CGI
et L. 951-2 à L. 951-12
du Code du Travail
et art. 27 de la loi 96-613
du 12 juillet 1996

**PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU DÉVELOPPEMENT
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
(Employeurs ayant au moins dix salariés)**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ANNÉE 1997

N° 2483

Direction générale
des impôtsDélégation générale
à l'Emploi
et à la Formation professionnelle

OU LA PÉRIODE DU _____ 19 _____ AU _____ 19 _____

(Lire attentivement la notice n° 2484 avant de remplir la présente déclaration qui doit être envoyée en deux exemplaires au plus tard le 5-4-1998)

A	NOM – PRÉNOM OU DÉNOMINATION	N° SIRET du principal établissement	Code APE
	ADRESSE du principal établissement au 1 ^{er} janvier 1998		
		En cas de changement, adresse au 1 ^{er} janvier 1997	
Activité principale (en clair)			

B	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (Voir notice)	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Agents de maîtrise, techniciens et autres professions intermédiaires	Ingénieurs et cadres	TOTAL
	1	2	3	4	5	6	7
NOMBRE DE SALARIÉS (Voir notice)	HOMMES	2					
	FEMMES	3					
	TOTAL	4					

DONT : Apprentis (3)

Bénéficiaires de contrats emploi-solidarité, emploi consolidé, emploi-ville (9)

Bénéficiaires de contrats d'adaptation, d'orientation, de qualification, d'initiative-emploi, d'accès à l'emploi (10)

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ENTREPRISE (Voir notice)	Moins de 50 salariés	De 50 à 199 salariés	200 salariés et plus
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

CADRE À REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR	Recette	N° dossier	Clé	Régime	Insp.
---------------------------------	---------	------------	-----	--------	-------

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION					
DATE DE RÉCEPTION	Pénalités	Taux % 9000	Taux % 9005		
		Taux % 9001	Taux % 9006		
		Taux % 9002	Taux % 9007		
Somme :		Date			
dont OC :		N° PEC N <input type="text"/>			
		N° d'opération E <input type="text"/>			
Rég.	Dép.	N° d'ordre			

C | MONTANT DES DÉPENSES EFFECTIVEMENT CONSENTIES (Voir notice)	
Dépenses de formation interne.....	(1)
Dépenses d'équipement en matériel et de locaux.....	(2)
Dépenses de formation externe (par voie de conventions de formation).....	(3)
dont : * conventions annuelles.....	
* conventions pluriannuelles.....	
* conventions de bilans de compétences.....	
Rémunérations des stagiaires et bénéficiaires de bilans de compétences.....	(4)
Dépenses de transport et d'hébergement.....	(5)
Dépenses d'évaluation des besoins de formation.....	(6)
Dépenses exposées dans le cadre d'un engagement de développement de la formation professionnelle.....	(7)
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du plan de formation.....	(8)
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du capital de temps de formation (à reporter ligne 17 du cadre H).....	(9)
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (à reporter ligne 18 du cadre H).....	(10)
Financement des formations professionnelles en alternance (report de la ligne 14 du cadre G).....	(11)
Autres versements, financements ou dépenses.....	(12)
Total des lignes 1 à 12.....	(13)
À déduire : subventions publiques effectivement perçues en 1997.....	(14)
DÉPENSES DÉDUCTIBLES : [(ligne 13 - ligne 14) (à reporter ligne 4 du cadre F)].....	(15)

D | DÉSIGNATION ET ADRESSE DES ORGANISMES COLLECTEURS PARITAIRES AGRÉÉS (OPCA), BÉNÉFICIAIRES DE VERSEMENTS (Voir notice)	
• Au titre du plan de formation et du capital de temps de formation :	.....
• Au titre des formations professionnelles en alternance :	.....
• Au titre du congé individuel de formation (contrats à durée déterminée et indéterminée) :	.....

E | EXCÉDENTS REPORTABLES (Voir notice)			
ANNÉE D'ORIGINE DES EXCÉDENTS DE DÉPENSES 1	EXCÉDENTS DE DÉPENSES REPORTABLES SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNÉE 1996 2	EXCÉDENTS DE DÉPENSES MENTIONNÉS COLONNE 2 EFFECTIVEMENT IMPUTÉS SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNÉE 1996 3	SOMMES RESTANT À IMPUTER SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNÉE 1997 (col. 2 - col. 3) 4
1994	a)	c)	
1995	b)	d)	
1996	»	»	e)
TOTAL			
CRÉDIT D'IMPÔT-FORMATION			
$\textcircled{1} \text{ ----- } - \textcircled{2} \text{ ----- } = \textcircled{3} \text{ -----}$ <p style="text-align: right;">[à reporter ligne e (ci-dessus)]</p>			

Montant des salaires versés au cours de l'année ou de la période ①

F | PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Montant de la participation incombant à l'employeur : Montant de la ligne 1 × 1,50 % (2 % pour les entreprises de travail temporaire) (2)
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable : %
Montant de la participation, après application éventuelle de la réduction (3)
Montant des dépenses effectivement consenties (report de la ligne 15 du cadre C) (4)
S'il s'agit d'un excédent de dépenses, différence (4) - (2) ou (3), à inscrire en (5)
S'il s'agit d'une insuffisance de dépenses, différence (2) ou (3) - (4) (6)
Montant des excédents reportables de 1994, 1995 et 1996 (total du cadre E) (7)
Différence (6) - (7) à inscrire sur cette ligne, si (6) est supérieur à (7), sinon chiffre 0 (à reporter ligne 24 du cadre K) (8)

G | FINANCEMENT DES FORMATIONS EN ALTERNANCE

Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 1 × 0,4 % (0,3 % : employeur non redevable de la taxe d'apprentissage) (9)
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable : %
Montant de l'obligation après application éventuelle de la réduction (10)
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre des formations professionnelles en alternance (11)
Montant des dépenses forfaitaires imputées directement par l'employeur (12)
Insuffisance éventuelle : (ligne 9 ou 10) - [(ligne 11 + ligne 12)] (à reporter ligne 29 du cadre K) (13)
Total lignes 11 à 13 (à reporter ligne 11 du cadre C) (14)

H | FINANCEMENT DU CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION ET DU CAPITAL DE TEMPS DE FORMATION

Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 1 × 0,20 % (0,30 % pour les entreprises de travail temporaire) (15)
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable : %
Montant de l'obligation après application éventuelle de la réduction (16)
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé :
- au titre du capital de temps de formation : (50 % au maximum du montant indiqué lignes 15 ou 16 du cadre H) (17)
- au titre du congé individuel de formation (CIF) (18)
Insuffisance éventuelle : [(ligne 15 ou 16) - (lignes 17 + 18)] (à reporter ligne 27 du cadre K) (19)

J | FINANCEMENT DES CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION DES TITULAIRES DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE (CDD)

Montant des salaires versés aux titulaires de CDD (non compris les titulaires de contrats visés aux lignes 8 à 10 du cadre B) (20)
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 20 × 1 % (21)
Versement à un organisme paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (CIF) (22)
Insuffisance éventuelle (ligne 21 - ligne 22) (à reporter ligne 28 du cadre K) (23)

K | VERSEMENTS AU TRÉSOR PUBLIC INCOMBANT À L'EMPLOYEUR

Insuffisance de participation à la formation professionnelle continue (report ligne 8 du cadre F) (24)
Versement de régularisation suite à résorption de conventions de formation échues au 31 décembre 1997 (25)
Versement pour défaut de consultation du comité d'entreprise (ligne 2 ou 3 du cadre F × 50 %) K 1
Insuffisance de participation aux congés individuels de formation (report ligne 19 du cadre H) (26)
Insuffisance de participation aux CIF des titulaires de CDD (report ligne 23 × 2 du cadre J) (27)
Insuffisance de participation aux formations en alternance (report ligne 13 du cadre G) K 2
Total du versement à effectuer au Trésor public : lignes 24 à 29 (28)
Mode de paiement : numéraire ; chèque bancaire ; mandat ou virement postal

Pièces jointes :
- nombre de procès-verbaux de délibération du comité d'entreprise, de l'organisme en tenant lieu ou des comités d'établissement
- nombre de procès-verbaux de carence prévus à l'article L. 433-13 du Code du travail

L NOMBRE DE STAGIAIRES, D'HEURES DE STAGES, SELON LES TYPES DE FINANCEMENTS DE LA FORMATION ET SELON LES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES (Voir notice)						
1	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Agents de maîtrise, techniciens et autres professions intermédiaires	Ingénieurs et cadres	TOTAL
	2	3	4	5	6	7
PLAN DE FORMATION						
• Stagiaires pris en charge en totalité par l'employeur	Hommes	②				
	Femmes	③				
	Total	④				
• Stagiaires pris en charge totalement ou partiellement par un organisme collecteur paritaire agréé.....		⑤				
• Heures de stages prises en charge en totalité par l'employeur		⑥				
• Heures de stages prises en charge totalement ou partiellement par un organisme collecteur paritaire agréé.....		⑦				
• Nombre de bilans de compétences pris en charge par l'employeur		⑧				
CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION (CIF)						
• Stagiaires pris en charge exclusivement par l'employeur ou bénéficiant d'une simple autorisation d'absence.....		⑨				
• Stagiaires pris en charge par un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF (hors bilans de compétences).....		⑩				
• Nombre de bilans de compétences pris en charge par un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF.....		⑪				
• Heures de stages prises en charge par l'employeur (CIF et bilans de compétences)		⑫				
FORMATIONS PROFESSIONNELLES EN ALTERNANCE						
• Nombre de bénéficiaires de contrats de qualification, d'adaptation ou d'orientation		⑬				
• Heures de stages prises en charge au titre de contrats de qualification, d'adaptation ou d'orientation		⑭				

M RÉPARTITION DES STAGIAIRES PAR ÂGE ET PAR SEXE (Voir notice)					
		Moins de 26 ans	de 26 à 44 ans	45 ans et plus	Total
Nombre de stagiaires	Hommes	①			
	Femmes	②			

À, le

Signature :

CÉREQ
Dépôt légal 2^{ème} trimestre 2000

Ce nouveau volume de la formation professionnelle continue financée par les entreprises propose, outre un zoom sur les résultats issus de l'exploitation des déclarations fiscales n°24-83 pour l'année 1997, une présentation de l'évolution longue des principaux indicateurs de la FPC.

Les chiffres présentés pour 1997 confirment les résultats déjà constatés ces dernières années : tandis que le fléchissement du TPF se confirme pour atteindre 3,84% en 1997 (plus de deux fois supérieur au minimum légal 1,5%), le taux d'accès continue sa progression, il passe à 35,5%. Par ailleurs on constate que les disparités dans l'effort et l'accès à la FPC selon la taille des entreprises sont toujours présentes et que les inégalités d'accès à la formation selon les catégories professionnelles persistent.

Cependant l'observation des séries longues permet de constater que si l'écart entre les CSP est permanent sur l'ensemble de la période étudiée, on observe une réduction des inégalités selon la taille des entreprises au fil des années.

ISBN : 2-11-091-406-8

ISSN : EN COURS

**CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS**

10, place de la Joliette
BP 21321 - 13567 Marseille Cedex 02
Tél. : 04 91 13 28 28 / Fax : 04 91 13 28 80